N° 32 quotidien communiste révolutionnaire 1,50 F

Rédaction - Administration :
2, rue Richard-Lenoir,
93100 Montreuil.

Tél.: 808 00 81 à 84.
Télex : PRENO A 211 628 F.

Edité par la SPN
(Société de presse nouvelle).

Directeur de la publication : Alain Bobbio.
Numéro de la Commission paritaire : 46722.
Imprimé par Rotographie.

rouge

MERCREDI
21 AVRIL 1976

la réforme au compte-goutte en Espagne

Le chef du gouvernement espagnol, Arias Navarro, devait prendre hier soir la parole, vraisemblablement pour annoncer un referendum constitutionnel. D'après les informations qui ont déjà filtré, il s'agirait d'un referendum vivieux portant sur deux questions à la fois : un amendement à la loi de succession (dont la ratification populaire serait présentée comme une reconnaissance implicite de la monarchie) ; le projet d'élection d'une assemblée nationale au suffrage universel.

Il semble de plus que la consultation n'aurait pas lieu avant la fin de l'année en cours... au plus tôt ! Ce qui reporterait les élections générales au printemps ou à l'automne de l'année prochaine. Autrement dit, les héritiers du franquisme jouent la montre, affinent leur scénario, multiplient les garanties : en s'accordant des délais confortables, isl pensent peupler la scène politique de formations bourgeoises et donner le coup de pouce aux associations et syndicats disposés à collaborer, tout en continuant à refouler dans l'illégalité les organisations reéllement représentatives de la classe ouvrière.

La bourgeoisie espagnole espère ainsi éviter une situation où les masses envahiraient le vide politique laissé par les institutions de la dictature.

Elle mise de plus sur un regroupement de la démocratie chrétienne, dont les principales composantes sont désormais coordonnées. En effet Gil Robles et Ruiz Gimenez ont précisé qu'ils ne soutiendraient la Coordination démocratique que jusqu'à l'ouverture d'un processus électoral. Ils annoncent donc la possibilité de retourner alors leur alliance pour faire bloc avec les réformateurs de l'actuel régime.

Enfin, en jouant son rôle de monarque d'apparat, au-dessus de la mêlée, Juan Carlos met en réserve une autorité de dernier recours, susceptible d'arbitrer en cas de besoin cette transition délicate.

Car ce scénario est risqué. Ses promoteurs le savent. Ils auront le plus grand mal à faire patienter les travailleurs. Les grandes luttes qui se multiplient depuis led ébut de l'année le montrent. Ils ne sont pas sûrs non plus, une fois la porte démocratique entrebaillée, de pouvoir la refermer sur les indésirables, en premier lieu le Parti communiste. Ils ne peuvent être certains que les Phalangistes traditionnels, auxquels le roi avait prêté serment le 18 juillet 1969 en devenant le successeur désigné de Franco, accepteront sans broncher une opération aussi aléatoire.

Mais ils n'ont pas le choix : temporiser davantage ne ferait que rendre plus inévitable encore l'explosion.

Daniel Bensaïd

avant les élections législatives :
le Portugal coupé en deux.

LE PCP CONTRAINT A LA CLANDESTINITE DANS LE NORD.

Lire page 12

Affiches électorales sur une église de Lisbonne.

Etudiants, collégiens, lycéens

LE MOUVEMENT S'ETEND !

SAUNIER-SEITE SE CRISPE !

Le 15 avril, lors de la journée nationale de grève et manifestation dans l'Education nationale, la participation lycéenne aux manifestations fut lrwlément véritablement nouveau. Ils étaient 15 000 à Paris avec les étudiants et des milliers d'autres en province. L'heure est maintenant à la coordination et à l'unification des luttes lycéennes contre les décrets Haby, un des maillons sur le voie de la grève générale de l'Education nationale. Deux dates importantes en ce sens cette semaine : jeudi 22 avril, la manifestation autonome et centrale des lycwes de la région parisienne, dont l'exemple sera suivi dans d'autres villes ; et le lendemain, 20 avril, la rencontre nationale appelée par le coordination lycéenne parisienne (Rouge du 20 avril). Elle sera l'occasion d'un échange d'informations et d'une première centralisation des plates-formesn des cahiers de revendications élaborés dans chaque établissement. Lors de cette rencontrè, se tiendra surtout une coordination nationale lycéenne, avec des délégués élus dans les lycées, qui discutera des perspectives, en particulier de l'apparition des lycéens le 1er mai.

— coordination des lycées de la région parisienne, aujourd'hui 14 heures, Jussieu.

Lire page 8

Roland Agret : 38e jour de grève de la faim.

« UNE SEMAINE C'EST TROP TARD. CETTE SEMAINE ME TUE ».

« L'enquête policière permettat l'éventuelle révision du procès de Roland Agret sera terminée d'ici à la fin de la semaine ou au début de la semaine suivante », a déclaré dimanche Lecanuet à Marie-Josée Agret. « **Une semaine c'est trop tard. Cette semaine me tue** » répond Roland de sa prison. Il ne s'agit plus pour liu depuis longtemps d'être patient, d'être « raisonnable ». Alors ce n'est plus seulement une grève de la faim qu'il a décidé de mener, **mais aussi une grève de la soif.** Autant dire que dans sont état physique, ses jours sont maintenants comptés. Roland le sait. Comme il l'a toujours dit : il mènera son combat jusqu'à sa conclusion ultime s'il le faut.

Les avocats de Roland, attérrés par son état de santé ont déposé lundi une demande de grâce au président de la République. Lecanuet peut, à tout moment, suspendre l'éxécution de la peine de roland. Les responsabilités sont donc claires. Roland a pris les siennes. Giscard et Lecanuet en refusant sa libération immédiate posent clairement qu'ils veulent le tuer. En délégant une commission d'enquête sanitaire aux Baumettes pour évaluer la résistance de Roland en le plaçant sous perfusion, en envisageant son transfert en hopital civil, ils évaluent le temps qui leur reste pour continuer à tergiverser sans prendre le risque de voir Roland mourir dans leur prison.

Chaque minute est maintenant décisive. Il nous appartient de multiplier les efforts pour faire céder les maîtres chanteurs du gouvernement.

En défense de Roalnd Agret, meeting vendredi soir à 20 heures. Salle de l'Agéca, 177, rue de Charonne, Paris XIe.

Interview de Joris Ivens et Marceline Loridan.

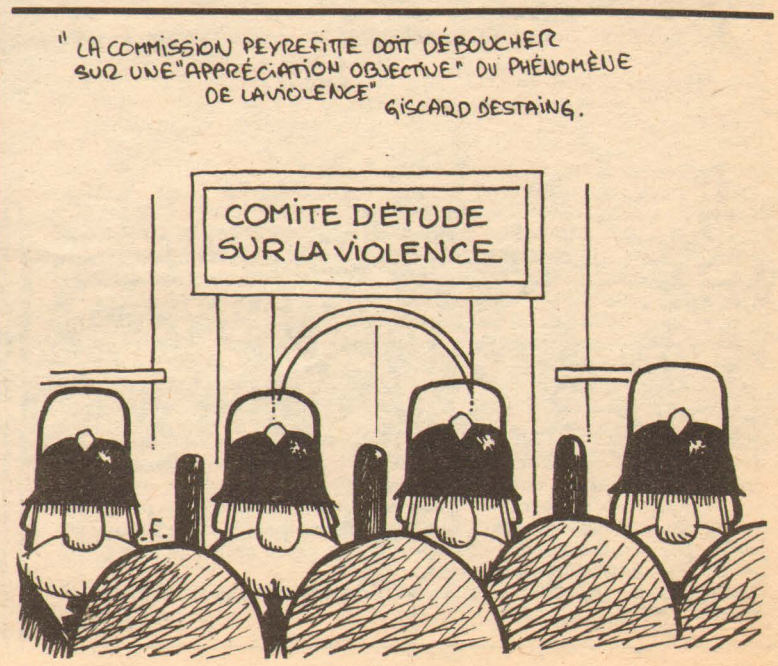
UNE BATAILLE POUR LA LIBERTE DE VOIR ET DE COMPRENDRE.

Combien de ceux qui pourraient voir « Comment Yukong déplaça les montagnes », le verront ? Gaumont a refusé la distribution du Yukong. A Paris, elle repose sur les dernières salles « indépendantes » du Quartier Latin. Indépendantes en ce sens effectif que les directeurs de ces salles n'ont pas de préjugés anti-socialistes, mais avec guillemets dans la mesure où ils ne sont pas décidés à prendre des risques financiers qui à terme les feraient plier genoux devant les monopoles de distribution. A toutes les séances auxquelles nous avons assisté, les salles étaient pleines, attentives, passionnées. Cependant, que le taux de fréquentation vienne à varier de 10 % et voici les directeurs de salle inquiets, envisageant déjà le retrait de l'affiche.

Salles du Quartier Latin, d'autre part. Est-ce donc à des étudiants, à la petite-bourgeoisie intellectuelle qu'on vaut cantonner la seule vision de ces films ? Marceline Loridan et Joris Ivens se battent pour que la diffusion de leurs films touche ceux qu'elle concerné au premier chef : les ouvriers. Nous sommes à leurs cotés dans cette lutte.

Pourriez-vous nous dire d'abord, dans quelles conditions vous avez réalisé ces films ?

Nous sommes partis pour quatre mois et de quatre mois en quatre mois nous sommes finalement restés un an et demi. Nous pensions ne faire qu'un film qui aurait été une explication dé la Révolution culturelle, de ses conséquences et de ses acquis. Nous nous sommes aperçus très vite que ce projet était irréalisable aussi avons nous travaillé avec l'idée de donner des éléments plus profonds de la réalité. Pour cela il nous fallait rester beaucoup plus longtemps au même endroit, créer un climat entre les gens et nous qui leur permette d'accepter, d'oublier la caméra et son équipe. *(SUITE P. 10 ET 11)*



international

TRIBUNE Internationale

L'EXTREME GAUCHE ITALIENNE ET LA CRISE POLITIQUE

Avanguardia Operaia est née à Milan à la fin de 1968. Elle s'est développée, dans un premier temps, dans cette ville autour du mouvement des Comités unitaires de base. Elle s'est construite au niveau national en capitalisant la crise des organisations maoistes.

Au cours de la lutte contractuelle, elle a accepté, avec quelques critiques de détail, la plate-forme syndicale. Elle avait présenté des candidats avec le PDUP aux élections du 15 juin et à plusieurs conseillers communaux qui animent les luttes pour le logement et contre la vie chère. Troisième organisation d'extrême-gauche en Italie, elle publie un quotidien, le *Quotidien des travailleurs*.

AVANGUARDIA OPERAIA : «STIMULER L'UNIFICATION DE LA GAUCHE REVOLUTIONNAIRE ».

La crise du système capitaliste et de son Etat a, sans aucun doute atteint en Italie le niveau le plus important au sein du camp impérialiste occidental. La crise économique, pour des raisons structurelles (affaiblissement progressif de sa base productive et financière) et conjoncturelles internationales et internes, a atteint un degré insoutenable. De même le bloc politique au pouvoir a subi une détérioration très profonde, mettant en question tout l'équilibre de l'appareil d'Etat. Les mesures politiques et économiques fondamentalement anti-populaires du gouvernement minoritaire en place, ont déchaîné une série de réactions de masse qui ont encore plus déstabilisé l'équilibre social ; elles ont également créé des scissions dans le camp bourgeois et aggravé les difficultés du système économique.

Le mouvement est en plein d veloppement sur les différents fronts : les masses ouvrières sont engagées dans une lutte acharnée pour la défense de leurs conditions de vie et de l'emploi, contre les tentatives gouvernementales de leur faire payer le prix de la crise. Les chômeurs se sont organisés et ont créé un mouvement de lutte qui prend une dimension nationale. Des secteurs croissants du prolétariat et du semi-prolétariat urbains sont en lutte sur la question du logement, contre le coût de la vie, pour l'assistance sociale. Le mouvement des femmes pour leur libération est en pleine expansionn leur lutte pour l'avortement libre et gratuit ne reprwsente qu'un aspect de cette lutte. Dans les casernes, se développe le mouvement de lutte des soldats qui s'est élargi aux sous-officiers et aux officiers du contingent, tandis que la question de la construction d'un syndicat démocratique est poswe dans les forces de police. Et on pourrait continuer

Mais dans ce pays où la lutte ouvrière et populaire s'est développée avec une continuité surprenante depuis 1968, atteignant des niveaux de politisation toujours plus élevés, on a également assisté à un développement sans précédent en Europe de la maturité politique de la gauche révolutionnaire. Et cela est un résultat positif en regard des divisions politiques qui subsistent entre les trois principales organisations de la gauche révolutionnaire : Avanguardia Operaia, le PDUP et Lotta Continua. Ce phénomène détermine des processus de polarisation politique dans un secteur de la révolution plus large et permet de regrouper de nouveaux secteurs sur une ligne anti-capitaliste et anti-réformiste. Ces forces pèsent déjà aujourd'hui sur la situation politique générale, ainsi que sur les équilibres internes du mouvement ouvrier dont elles sont désormais une partie intégrante et reconnue.

C'est dans ce cadre général que se pose le problème des élections anticipées qui semblent désormais inévitables. Depuis quelque temps, et par suite de l'expérience des candidatures uniques de « Démocratie prolétarienne » qui ont obtenu des résultats significatifs lors des élections du 15 juin, Avanguardia Operaia et le PDUP ont mené un débat politique serré sur différents terrains de travail de masse dans la perspective d'une unification politique et organisationnelle. Il sragit d'une confrontation qui, malgré les résistances qui subsistent au sein du PDUP - et qui se sont manifestées lors de son dernier Congrès avec la majorité étroite obtenue par la motion Magri-Rossanda - n'a pas connu de halte. Au contraire, le travail unitaire et la confrontation politique au niveau local se sont développés ; au niveau national, le dernier comité central du PDUP a voté une motion que nous jugeons positive et qui marque un bond en avant de la perspective unitaire.

Nous considérons que la perspective d'unité avec le PDUP constitue aujourd'hui le pivot d'un effort plus vaste visant à l'unification de la gauche révolutionnaire, à laquelle nous œuvrons.

D'où notre décision, face aux échéances électorales, de relancer et de généraliser la proposition de Democrazia Proletaria à partir d'un accord politique avec le PDUP, mais ouverte à d'autres forces politiques mineures et à d'autres mouvements. Le problème de la réalisation de l'unité complète des forces révolutionnaires est posé par Lotta Continua qui se déclare, en parole, d'accord pour un front électoral unifié. Et ceci essentiellement pour deux raisons : la première, et la plus importante, est l'orientation et la pratique politique qui subsistent chez cette organisation, et avec laquelle nous restons en opposition sur d'importants points tactiques et stratégiques ; la seconde est l'existence, au sein du PDUP, d'une ligne d'opposition face à Lotta Continua, du fait de son primitivisme politique et de son ultra-gauchisme. Mais au-delà des obstacles politiques qui demeurent, la poussée unitaire de la gauche révolutionnaire est réelle. C'est pourquoi Avanguardia Operaia, à partir de la relance de « Democrazia Proletaria » en accord avec le PDUPn refuse les positions d'exclusive contre Lotta Continua et se bat pour une ouverture de « Democrazia Proletaria » à cette organisation également, à condition qu'elle manifeste dans les faits une réelle volonté unitaire qui n'implique pas à brève échéance une modification fondamentale de ses positions générales, mais une correction des éléments les plus incorrects de son orientation et de sa pratique politique.

Nous pensons que cela peut être achevé par une discussion politique très sérieuse sur le programme que nous sommes disposé à mettre en avant, et en particulier sur la nature de son objectif central, le gouvernement des gauches. Nous ne savons pas, au moment où nous écrivons, si un tel accord pourra être atteint à si brève échéance. Mais nous pensons qu'il sera possible d'arriver au moins à des accords partiels dans les localités où la pratique unitaire entre les trois organisations est la plus avancée.

Mais nous avons fermement l'intention de suivre la voie du débat et de la pratique unitaire et nous sommes convaincus que s'ouvre une phase plus favorable pour le processus unitaire de la gauche révolutionnaire, chemin indispensable pour la construction du parti révolutionnaire du prolétariat italien.

Massimo Gorla, responsable de la section du travail international de Avanguardia Operaia.

LIBAN

29° CESSEZ-LE-FEU...

AUCUN COMPROMIS EN VUE

Au centre de Beyrouth, pendant la trève.

Le 29e cessez-le-feu a été décrété lundi à 22 h. Son respect intégral semble compromis. En effet, aucune solution politique n'étant en vue, les belligérants continuent une pression militaire limitée pour montrer leur détermination à ne pas céder sur les points qu'ils jugent essentiels.

L'arrêt des combats a été décidé par le Comité militaire supérieur qui s'est réuni ce week-end pour la première fois depuis plusieurs semaines. Ce comité regroupant à l'origine des représentants de l'armée syrienne, de l'Armée de libération palestinienne (armée régulière encadrée par la Syrie), et de l'armée libanaise s'est élargie aux organisations combattantes. Cette mesure était nécessaire pour assurer une crédibilité à ses décisions.

Seul le Parti national libéral (PNL) du ministre de l'Intérieur Camille Chamoun ne participe pas aux réunions. En se divisant sur ce point, les organisations de la droite chrétienne agissent avec subtilité. Les Phalanges jouent le jeu de la négociation sous l'égide syrienne. Elles tentent ainsi d'arracher un maximum de concession aux forces progressistes. Le PNL refuse ce cadre et joue comme une force de pression extérieure sur le Comité.

La droite craint l'issue des négociations. Toute concession qu'elle sera amenée à faire sera définitive. Elle ne pourra en aucun cas reconquérir des privilèges qu'elle abandonnerait maintenant.

Le refus du président de la République, Soleiman Frangié, de promulguer officiellement la nouvelle loi électorale qui permettrait d'élire immédiatement son successeur, avant de connaître son remplaçant est significatif de cet état d'esprit d'une droite qui a de plus en plus peur pour son avenir.

R. Brestar

ETATS UNIS

Rubin « Hurricane » Carter en liberté

Boxeur célèbre et champion des droits civiques, Rubin « Hurricane » Carter vient d'obtenir son élargissement. Le drame de Rubin Carter a été popularisé par Bob Dylan qui lui a consacré son dernier disque « Hurricane ».

« *Je suis en prison parce que je suis noir et parce que, en Amérique, un noir ne peut devenir qu'un criminel ou un clown* », avait déclaré Carter au lendemain de sa condamnation. La Cour suprême en admettant que le procureur général avait dissimulé des pièces à conviction et caché des faits qui, s'ils avaient été connus, eussent milité en faveur du boxeur noir, vient donc de lui donner raison. Mais il lui aura fallu pour cela passer dix années en prison, dix années de lutte et de résistance, pendant lesquelles notamment il refusa toujours d'endosser la tenue de prisonnier, s'estimant victime d'un procès politique.

Carter, qui avait toujours nié sa participation au hold-up et au triple meurtre qui s'en était suivi, avait été condamné à partir du témoignage de deux malfaiteurs de petite envergure. Or, un enregistrement sur bande magnétique vient de confirmer que ces aveux n'avaient été obtenus qu'en échange de la promesse d'une réduction de peine. Et c'est précisément cet enregistrement qui n'avait pas été porté à la connaissance du jury et dont, au contraire, le procureur avait toujours nié l'existence.

NOTES DE VOYAGE EN POLOGNE

de notre envoyé spécial Françis Dupain

UNE CAMPAGNE ELECTORALE ETRANGERE AUX PREOCCUPATIONS DES TRAVAILLEURS

« Les élections ont montré la profonde unité idéologique et morale du peuple polonais » se sont écriés en chœur journaux, radio et télévision. En effet, si l'on s'en tient aux chiffres officiels (98,9 % de participation, principales têtes de liste réélues avec 98-99 % des suffrages exprimés, seulement 0,02 % de votes nuls...), on ne peut être qu'impressionné ! Pourtant, malgré les immenses efforts déployés par les mass-médias pour l'en persuader, le polonais moyen reste sceptique, pour ne pas dire plus.

L'intense campagne de « vérification des listes électorales » qui a précédé ces élections n'a vu qu'une faible participation de la population. La campagne électorale est passée quasiment inaperçue de la grande masse des travailleurs plus préoccupés par leurs problèmes quotidiens.

Le 21 mars au matin, seules quelques poignées d'activistes particulièrement zélés et les membres des équipes de nuit se sont rendus aux urnes dès 6 h, heure d'ouverture des bureaux de vote, accompagnés des inévitables badauds désireux de recevoir la fleur offerte aux premiers votants. L'immense majorité a accompli « son devoir de citoyen » comme une formalité administrative à laquelle on ne peut se soustraire. Les bureaux de vote proches des lieux de travail étaient généralement présidés par le directeur de l'entreprise et les commissions composées de « petits chefs » ou d'activistes du parti. Par ailleursn dans certains bureaux, les scouts, chargés en principe d'aider les électeurs, étaient en fait utilisés pour désigner l'urne avec insistance aux « malpensants » et ainsi les détourner de l'isoloir. Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que les gens réfléchissaient à deux fois avant d'utiliser toutes les possibilitws offertes par la loi (1). D'après des indiscrétions de membres des commissions électorales, il semble que dans les bureaux où le taux d'abstention était trop élevé, le président, pressé par un coup de téléphone « d'en haut », bourrait les urnes jusu'à obtenir un pourcentage « décent ». Ailleurs, la commission se rendait en voiture pour que ceux qui auraient « oublié » votent quand même... à leur domicile.

Pourtant, malgré ces bavures, on peut considérer que le pouvoir n'a même pas eu besoin de falsifier les résultats sur une grande échelle. La pression exercée par les supérieurs hiérarchiques présents dans les commissions et la peur d'avoir à subir les conséquences d'un tel acte ont suffi pour que toute la Pologne vote « comme un seul homme ». Une anecdote court dans Varsovie, significative de l'esprit qui régnait au cours de cette période. Dans un tramway, le lendemain des électionsn un homme exprime à haute voix son dégoût ; « c'est une farce, les résultats étaient connus d'avance. Tant de fric fichu en l'air pour cette propagande, c'est un scandale »... Un passager s'approche de lui et lui demande de le suivre...

« Pourquoi, lui demande l'autre, je n'ai rien dit !

— Mais enfin, vous vous moquez de moi, tout le monde vous a entendu. N'est-ce pas madame ?

— Non, lui rétorque la brave dame.

— Mais vous monsieur, vous avez entendu ?

— Strictement rien...

— Mon petit, qu'a dit ce monsieur ? demande le flic à un gosse, en désespoir de cause.

— Il a rien dit, répond le gamin.

Gêné, le flic descend à la station suivante. Aussitôt après, un passager s'écrie : « Tu vois, c'est ça le véritable Front d'unité nationale (2) ! »

(1) En Pologne, le nombre de candidats est légèrement supérieur au nombre des sièges à pourvoir. De ce fait, l'électeur a officiellement le droit de barer les noms qui ne lui conviennent pas sur la liste.

(2) Front d'unité nationale : seule organisation pouvant présenter des candidats aux élections. Regroupe les 3 partis légaux mais présente aussi sur ses listes des catholiques et des sans-parti.

DEMAIN : LES DIFFICULTES DE LA VIE QUOTIDIENNE.

INCERTITUDES CHINOISES

La campagne qui a abouti à la chute de Teng Hsiao Ping a éclaté publiquement le 5 février, avec un violent article dénonçant *« les partisans du capitalisme »*, *« qui recourent aux vieux tours de l'éclectisme »*.

Le déclenchement de cette campagne, un mois à peine après la mort de Chou En Lai ne pouvait surprendre que les inconditionnels de la bureaucratie chinoise, prêts à applaudir à tous ses tournants, aux épurations des « révisionnistes capitalistes » comme à leur réapparitions subites puisque le grand timonier tient fermement la barre.

En fait, la lutte ouverte au sein de la bureaucratie lors de la Révolution culturelle, n'a pratiquement pas cessé depuis. C'est à la lumière de cette lutte qu'on peut saisir l'enjeu des affrontements actuels, ainsi que leur aggravation publique après la mort de Chou En Lai.

Aucune des deux fractions principales, généralement qualifiées de « radicale » et « modérée », ne représente les aspirations anti-bureaucratiques des masses, telles qu'elles ont émergé en 1967 dans le cours de la Révolution culturelle. Pourtant leurs divergences et la lutte qu'elles se livrent sont pour nous d'une extrême importance ; à travers des choix différents sur le mode de développement économique, elles offrent en fait des solutions différentes au problème que pose à la bureaucratie son lien avec les masses, aussi longtemps quril n'aura pas été tranché par une contre-révolution bureaucratique ouverte, comparable à la contre-révolution stalinienne en URSS. Mais surtout, la lutte au sein de la bureaucratie ouvre des brèches dans lesquelles un mouvement de masse est susceptible de s'engouffrer, avec ses propres exigences.

La bureaucratie déchirée

UNE OUVERTURE POUR LE MOUVEMENT DE MASSE ?

En 1953, en 1956, en 1958, en 1965, à chaque nouvelle phase de la révolution chinoise, la direction du Parti s'est profondément divisée sur les questions de l'édification socialiste : rupture avec le modèle soviétique de la priorité absolue à l'industrie lourde, collectivisation des terres et communes populaires, « Grand bond en avant » et Révolution culturelle.

« Que le chat soit noir ou blanc... »

Si l'ensemble de la direction chinoise semble aujourd'hui d'accord pour mettre l'accent sur la nécessité d'un développement économique accéléré, elle est partagée sur la façon de le mettre en œuvre. Pour les partisans de Teng, il faut combler l'arrièration des forces productives par rapport à la « superstructure socialiste »; aussi mettent-ils l'accent sur l'efficacité technologique et la compétence professionnelles davantage que sur les convictions politiques. En ce sens la formule reprochée à Teng, selon laquelle *« peu importe qu'un chat soit noir ou blanc pourvu qu'il attrape des souris »*, résume bien un aspect de sa position.

Si les conséquences de cette querelle sont aussi graves, c'est qu'il faut bien en mesurer la portée pratique. Une victoire des positions de Teng aurait pour effet de revenir sur la plupart des acquis de la société chinoise depuis le Grand Bond ; elle imposerait de nouveaux rapports entre l'agriculture et l'industrie, porterait atteinte au sacro-saint principe de *« compter sur ses propres forces »*, en renforçant la concentration industrielle au détriment des unités de production dispersées ou semi-artisanales, elle déboucherait sur la recherche de lraide étrangure, et pourquoi pas, à moyen terme, de l'aide soviétique.

Il est vraisemblable que la tendance de Teng bénéficie du soutien implicite ou de la neutralité bienveillante drune partie non négligeable des cadres gestionnaires, N plus experts que rouges », du parti et de l'armée, pour qui les besoins du développement économique et les impératifs de la défense doivent primer.

Le fraction maoiste, elle, est consciente des bouleversements dans le rapports entre le Parti et les masses qui découleraient d'une orientation prônée par Teng. Malgré les éliminations successives, la direction chinoise reste globalement la même qui a dirigé le processus révolutionnaire.

Encerclée par l'impérialisme, soumise au chantage de l'URSS, elle a dû s'appuyer sur les millions de travailleurs chinois et jouer sur son prestige intact pour préserver son indépendance au prix drun volontarisme forcené et d'erreurs très lourdes (au moment du Grand bond en avant notamment).

C'est l'ensemble de cette politique, prolongée par la Révolution culturelle, que remet en cause la fraction Teng. Le conflit s'est cristallisé autour du programme économique adopté par l'assemblée nationale de janvier 1975, programme qui doit porter l'économie chinoise « au premier rang du monde avant la fin du siècle ». L'application de ce plan sous la direction de Chou En Lai aurait conduit à une instensification du travail et à une réduction de la consommation pour les masses laborieuses.

Une vague de grèves réprimée

Le mécontentement fut attisé par les méthodes de la direction Chou-Teng : ouverture de l'éventail des salaires (pour faire avancer l'économie il faut des spécialistes bénéficiant de hauts salaires), réactivation dés stimulants matériels, extension des privilèges bureaucratiques, renforcement du pouvoir et de l'autoritarisme des cadres, réduction du droit de critique des travailleurs...

Contre ce courant s'est dessinée en 1974-1975 une vague de grèves. L'armée est alors intervenue violemment pour faire reprendre le travail.

La fraction maoiste, en minorité dans l'appareil, a senti le danger, et lancé la campagne « contre le droit bourgeois ». Elle soulevait, après la vague de grèves, une question aussi importante que celle des privilèges bureaucratiques. Elle répondait ainsi aux préoccupations des travailleurs, en donnant l'impression de les soutenir, tout en canalisant leur mécontentement au profit de la bataille engagée au sein même de l'appareil. Cette campagne fut cependant souvent étouffée par les responsables locaux du Parti.

La campagne actuelle contre Teng ne se comprend donc qu'en tenant compte de la marge de manœuvre, considérablement réduite depuis la révolution culturelle, de la fraction maoiste. En 1968-69, elle avait pu, forte du soutien des masses et l'armée, neutraliser les cadres gestionnaires, isoler la droite la plus résolue en lançant la formule : *« 95 % des cadres sont bons »*, et récupérables.

Le compromis réalisé au sein de la bureaucratie pour endiguer les débordements de la Révolution culturelle, puis l'élimination de Lin Piao, ont favorisé un déplacement vers la droite au sein de la direction : la réhabilitation de Teng, seconde cible de la Révolution culturelle après Liu Shao Shi constitue le symbole de ce retour en force des cadres du Parti et de l'armée repêchés sous la houlette de Chou En Lai.

La fraction maoiste ne pouvait attaquer de front Chou En Lai, populaire dans le pays, et surtout assuré de l'appui de la masse des cadres. Il fallut donc dans un premier temps faire pression sur sa direction. C'est le sens des trois directives de Mao qui ont engagé le débat : *1) « Etudier la théorie de la dictature du prolétariat ». 2» « Encourager unité et stabilité ». 3) « Faire décoller l'économie nationale ».*

En mettant les trois directives sur le même plan et en insistant dans les faits sur l'unité et la stabilité, la droite va tenter de désamorcer et de retourner la campagne.

Saisissant l'instant favorable qui suit la mort de Chou En Lai et profitant d'un certain désarroi qui touche la masse des cadres, les maoistes passent à l'offensive, dans la presse, contre les *« partisans du capitalisme qui persistent dans la ligne de Liu Shao Shi »*.

Toutefois, dès le départ, cette campagne est conçue dans un cadre extrêmement limité. Elle ne s'exprime que dans la presse et dans le champ clos des enceintes universitaires, afin d'éviter toute mobilisation autonome des masses, des directives très strictes sont données : *« N'établissez pas de liaisons »*, *« Ne formez pas de groupes de combat »*. Ceci s'explique, en partie par le souci de ne pas affronter la masse des cadres de l'appareil, effrayée par les risques de « désordres » que peut déclencher cette campagne.

Mais ces directives expriment surtout la crainte qu'a la fraction maoiste de stimuler une dynamique comparable à celle de la Révolution culturelle ainsi que le risque de débordement, de la part d'un mouvement de masse incontrôlé mettant en avant des objectifs anti-bureaucratiques.

De ce côté, également, la marge de manœuvre des maoistes est réduite.

Une grande part des travailleurs chinois peut se retrouver avec la fraction maoiste dans ses attaques contre la « droite » : elle est en effet confrontée quotidiennement dans les entreprises aux cadres « droitiers » qui ne bénéficient d'aucune popularité. Mais le potentiel immense de confiance et de popularité sont jouissaient les maoistes au début de la révolution culturelle s'est érodé. Pour des secteurs avancés mais diffus du mouvement de masse (jeunes travailleurs et étudiants, anciens gardes rouges), la liquidation brutale de la Révolution culturelle et le retour de cadres évincés a prouvé les « limites » de la fraction maoiste.

Des affrontements à venir...

Les événements actuels ne sont que le prélude à un affrontement bien plus important à venir. La destitution de Teng n'a rien réglé. La droite semble garder ses positions dans l'appareil (on a même vu ressurgir Li Hsien Wien, dirigeant « droitier » qui avait disparu de la vie publique après la mort de Chou En Lai). Il ne semble pas non plus que les divergences qui avaient provoqué la suspension du Comité central soient sur le point d'être résolues. Les manifestations de soutien à Mao et Hua Ko Feng n'ont pas permis d'isoler la « droite » du reste de l'appareil, malgré les nombreux compromis réalisés.

Celle-ci peut attendre : elle dait que l'ensemble des questions posées seront tranchées à la mort de Mao. En effet, une fois privé des dirigeants historiques, la fraction maoiste aura du mal à imposer sa ligne politique contre la droite. La fraction maoiste est consciente de ce problème, c'est pourquoi elle cherche à améliorer ses positions dans le parti et de l'Etat afin de créer un rapport de force plus favorable pour la succession de Mao. Mais la voie est étroite.

Il est en effet peu probable que les masses assisteront en spectateurs à cette lutte. Les travailleurs n'accepteront pas sans réaction la domination sans partage de la « droite ». Elles savent que cela signifie un retour sur l'ensemble des conquêtes de la Révolution culturelle et l'affirmation, même à la base, du pouvoir bureaucratique des cadres, muselant la classe ouvrière.

Les affrontements actuels ou à venir au sommet en peuvent que redoubler d'intensité et affaiblir la bureaucratie. Dans la brèche ouverte par ces affrontements peut s'engouffrer un réel mouvement de masse, dont une partie au moins a tiré les leçons de la Révolution culturelle. C'est pourquoi on peut s'attendre à voir réapparaître de nouveau les masses sur la scène politique, avec leurs revendications propres.

Frédéric Carlier

CHRONOLOGIE DES EVENEMENTS APRES LA REVOLUTION CULTURELLE

1969

— Avril : IX° Congrès du Parti communiste chinois. Lin Piao est désigné comme successeur de Mao. Le parti commence, par le haut, sa reconstruction.

— Mai-Juin : Attaques contre les « gauchistes ».

1970

— Début 1970 : attaques contre les « anarchistes », reconstitution de la ligue des jeunesses communistes, disparition de Chen Po-ta et dirigeants « radicaux » de la révolution culturelle.

1971

— Disparition de Lin Piao qui aurait trouvé la mort en s'enfuyant vers l'URSS en avion, après l'échec de son complot, selon les dirigeants chinois.

1973

— Réhabilitation d'une grande partie des cadres épurés lors de la révolution culturelle dont Teng Hsiao Ping.

— Août : X° Congrès du PCC. Modification des statuts, Wang Hong-wen, dirigeant « radical » de Shanghai devient le N° 3, après Mao et Chou du parti.

— Novembre : Lancement de la campagne de critique de Confucius et Lin Piao.

1974-1975

— Vague de grèves ouvrières touchant plusieurs grandes villes chinoises.

1975

— Janvier : Teng Hsiao-ping est élu vice-président du PCC ; réunion de l'Assemblée nationale populaire qui modifie la constitution et adopte un programme de développement économique qui doit porter « l'économie du pays au premier rang du monde avant la fin du siècle ». L'accent de cette réunion, à laquelle Mao ne participe pas, est mis sur l'unité et la stabilité. Teng Hsiao-ping est nommé chef d'Etat-major de l'armée et Chang Chun-chiao, maoiste, à la tête du département de politique générale de l'armée.

— Février : début de la campagne de « critique du droit bourgeois ».

— Avril : Attaques de Chang Chun-chiao contre les *« nouveaux bourgeois dans le parti et l'Etat »* dans le « Quotidien du peuple ».

— Août : Troubles dans des usines de Hang-chow selon le « Quotidien du peuple ».

— Octobre : Les trois directives du président Mao.

— Décembre : Le ministre de l'éducation est attaqué pour révisionnisme par voie d'affiche.

1976

— Janvier : Mort de Chou En-Lai ; Teng Hsiao-ping prononce son éloge funèbre. Il ne reparaîtra plus en public.

— Février : Divergences au Comité central. Hua Kuo-feng est nommé vice-premier ministre par intérim. Début de la lutte contre Teng et le « vent déviationiste droitier ».

— Mars : La presse insiste sur la nécessité de mener la campagne dans l'ordre.

— Mars : Création d'une commission d'enquête contre Teng Hsiao-ping.

— 5 avril : Incidents place Tien An Men à Pékin et dans d'autres villes chinoises à l'occasion de l'hommage à Chou En-lai.

— 7 avril : Teng est destitué de toutes ses responsabilités mais reste membre du parti. Nomination de Hua Kuo-feng aux postes de premier ministre et de premier vice-président du PCC. Manifestations dans toute la Chine pour soutenir ces décisions.

Achetez Rouge tous les jours dans le même kiosque

1° MAI

A PARIS: MANIFESTATION 15H DE LA BASTILLE A L'OPERA

● Le Parti communiste et le Parti socialiste ne participeront pas en tant que tels au cortège.
● La Ligue communiste révolutionnaire appelle à la manifestation.

Le défilé du 1er mai aura lieu, à Paris, de la Bastille à l'Opéra. Jusqu'à présent, seules les unions régionales de la CGT et de la CFDT appellent à manifester. Ni le PC, ni le PS n'ont décidé de se joindre au cortège.

La LCR participera à la manifestation sous ses propres banderoles. Le PSU invite simplement à rejoindre les cortèges syndicaux sans apparaître en tant qu'organisation. Les autres groupes d'extrême-gauche qui avaient proposé une manifestation « autonome » des révolutionnaires le matin, n'ont pas pris de position définitive. Seule Révolution a choisi de ne manifester que l'après-midi en appelant à « rallier les cortèges de masse » avec une apparition autonome dont la forme reste à déterminer.

** ses millitants syndiqués défilant avec leurs sections syndicales.*

FO en franc-tireur

Au lieu de son traditionnel meeting, FO organise, elle aussi, une manifestation le 1er mai. Elle se déroulera à 10 h de la Bastille à l'Hotel de ville.

Gageons qu'une telle initiative rencontrera un immense succès au moment où plus que jamais, l'unité est ressentie comme une exigence prioritaire !...

Le comité d'étude sur la violence et la criminalité

Tous des délinquants !

C'est en grande pompe que Jacques Chirac a installé hier après-midi le « comité d'étude sur la violence et la criminalité » que préside l'ancien ministre UDR Alain Peyrefitte. Ce comité, qui est issu des délibérations d'un conseil des ministres tenu en février dernier, est composé de personnalités nommées par le Premier ministre. Parmi elles, un conseiller de cour de cassation, un ancien haut fonctionnaire dela police, un membre de l'institut, quelques magistrats, sans oublier l'inévitable psychiâtre qui donne à tout cela un petit air de scientificité.

Alain Peyrefitte, au lendemain de sa nomination avait déclaré que le comité aurait un rôle « d'investigation, de réflexion et propositions » car, ajoutait-il il importe « d'éviter de s'en tenir à des réactions superficielles et épidermiques et, à plus forte raison, de céder à la contagion de la peur, à la démagogie ou à l'esprit de vengeance ».

A l'évidence la mise en garde de Peyrefitte n'a pas été entendue par Giscard qui, selon le porte-parole de l'Elysée, souhaite que le comité « débouche sur une appréciation objective du phénomène de la violence et de la délinquance, qu'il convient de contrôler pour assurer aux français leur sécurité et les conditions nécessaires à l'exercice des libertés fondamentales ». Question démagogie, il a gagné Giscard ! Son souhait n'est rien de p lus qu'une tentative d'injecter la trouille parmi les français en mêlant allègrement violence, délinquance, sécurité et libertés fondamentales. Toute la doctrine de la sécurité est derrière cette petite phrase entourée d'un épais halo duquel émerge l'équation-phare violence = sécurité et libertés fondamentales. Toute la doctrine de la sécurité est derrière cette petite phrase œpil faut avoir moins de perspicacité qu'une chaussure cloutée pour ne pas comprendre où le gouvernement veut en venir, à savoir que toute contestation de l'ordre établi n'est que délinquance justifiable des tribunaux correctionnels. Les travailleurs du Parisien Libéré occupant leur imprimerie ? Des délinquants ! Les étudiants dont la manifestation est agressée par les flics qui empêchent toute dispersion ? Des délinquants ! Des travailleurs immigrés qui font la grève des loyers dans leurs foyers ? Des délinquants !

Mais les propos de Giscard sont parfois plus intéressants par ce qu'ils sous-entendent que par ce qu'ils disent.Prétendre que « les conditions nécessaires à l'exercice des libertés fondamentales » peuvent être menacées par la montée de la violence-délinquance c'est déjà dire un peu que les moyens à mettre en œuvre pour s'y opposer ne relèvent plus de la simple sécurité criminelle mais plutôt de la sécurité d'Etat. Voilà qui éclaire encore un peu plus les projets du ministère de l'intérieur que nous avons publiés dernièrement (cf.Rouge du 7 avril). Voilà aussi qui remet àsa juste place le comité de Peyrefitte : celle de la diversion, sans pouvoirs et sans conséquences sur des mesures qui sont et seront prises ailleurs et par d'uatres.

Georges Marion.

Le 9 mai, Tours en vedette.

CONTRE ROYER LA VERTU

En cette période où se pose la question d'élections anticipées, le scrutin législatif de Tours sera un test.

« Droite » contre « Gauche » : Royer face au PS et au PC.

Les révolutionnaires ne peuvent se contenter d'en appeler « aux luttes, aux luttes ». Pas question de déserter une bataille politique même sur le terrain électoral.

Mais pour les révolutionnaires, il était possible d'éviter plusieurs candidatures et de s'accorder, comme en 1973 entre la Ligue communiste, Lutte ouvrière et l'Organisation communiste internationaliste (OCI). A Tours, cela s'est révélé impossible malgré les démarches faites par la LCR.

Il y a trois candidats : PSU, Révolution OC-GOP - Lutte ouvrière - , LCR. Pourquoi ?

En choisissant l'alliance avec les partis du programme commun, le PSU prépare les municipales de 77. Pour cela, il écarte tout engagement clair auprès des révolutionnaires et à Tours, il a refusé notre proposition d'un candidat commun sur une plateforme qui condamne le programme commun.

Mais apparemment faible dans la région de Tours, le PSU a cherché à ne pas aller seul aux urnes. L'occasion en a été la présentation d'une « candidate des luttes », Mérija Surduts, présentée par Révolution et la GOP (Gauche ouvrière et paysanne).

Sur quelles bases le PSU s'est-il déterminé pour cet accord ? Sur un sectarisme à l'égard de la LCR ? Ou plutôt sur le souci fondamental de ne pas faire de critiques au programme commun et donc de passer accord avec deux organisations prêtes à ne pas manifester d'exigences politiques sur ce point crucial ? Révolution ! et l'OC-GOP ont accepté qu'il n'y ait aucune attaque **explicite** contre le programme commun en tant que tel dans la plateforme sur laquelle ils se sont mis d'accord avec le PSU.

Or la candidate de Tours n'a rien à voir avec une « candidature de type Charles Piaget ». Par rapport « aux luttes », sur Tours même, l'impact ne peut qu'être limité, pour une candidate venue de Paris...

Loin d'être « large », la candidature perd sur les deux tableaux puisqu'elle n'a pas même l'avantage de la clarté et que la référence à *l'union populaire pour le pouvoir des travailleurs* dont elle se pare, ne se démarque pas de *l'union de la gauche. Union populaire, unité populaire,* ces sigles ne sont pas en eux-mêmes une politique d'alliance de classes opposée à celle des réformistes dans la mesure où les composantes politiques de « l'unité » ne sont pas plus nommées que le programme sur la base duquel elle se fait.

Impossible de ne pas parler programme à l'élection de Tours. Impossible de ne pas tracer d'alternative politique face au gouvernement. Sinon, c'est nous qui nous en tiendrons à une sorte de « programme minimum » paradoxalement en decà de ce que diront les directions réformistes elles-mêmes. Quitte à être minoritaires, et ils le seront de toute façon, les révolutionnaires doivent faire entendre une voix forte et claire.

C'est aussi pourquoi nous n'avons pas compris le sens du refus des militants de Lutte ouvrière qui constituent la 2° force révolutionnaire sur la ville de Tours, de faire campagne commune. Dans son journal, LO suppose que nous allons faire une campagne « apolitique » et développe des arguments parallèles aux nôtres. Alors ? Nous qui avons critiqué les limites politiques des campagnes électorales de « LO », nous sommes plutôt satisfaits de cette argumentation. Comme eux, nous craignons, que la candidature « PSU-REVOLUTION-GOP : « ne soit » en un certain sens apolitique ». Alors ? Nous avons clairement affirmé que nous étions prêts à faire campagne commune avec Lutte ouvrière. Sans réponse positive...

Il est souhaitable à l'avenir, d'éviter les candidatures multiples. A u Portugal, la division entre les différents groupes a amené six, sept candidatures. Ce n'est pas forcément toujours évitable. Il ne faut pas non plus rêver d'écuménisme. Mais lorsqu'il y a moyen de faire entendre une voix commune - il ne faut pas manquer l'occasion.

C'est pourquoi, très tôt, la LCR a proposé l'établissement de listes communes pour les municipales. La discussion, très vite, d'une plateforme est nécessaire pour éviter toute querelle inutile et, dans l'autre cas pour cerner précisément les raisons des divergences.

Gérard Filoche

Elections anticipées ?

L'AVEU

Branle-bas de combat dans les états-majors politiques ! Un rapport confi-dentiel sur d'éventuelles élections anticipées serait déjà sur le bureau de Chiral. Ecrit par ses conseillers politiques, il aurait recueilli le soutien des « barons » du gaullisme.

L'hypothèse se nourrirait de trois arguments. Premièrement, l'environnement international va se modifier avec la probable arrivée au gouvernement des partis communistes italien et espagnol. Cela pourrait avoir un effet d'entraînement non négligeable sur les électeurs français... Deuxièmement, le temps joue pour la Gauche. Si la majorité provoquait rapidement des législatives avant l'échéance normale, elle pourrait, du fait qu'elle dispose de l'appareil d'Etat (sic !), prendre de vitesse le Parti socialiste. Troisièmement, une nouvelle victoire de l'Union de la Gauche aux municipales de 1977 renforcerait ses chances pour 1978.

La nouvelle, qui fait la « une » d'une certaine presse, n'a pourtant rien d'un « scoop ». Depuis l'échec cuisant des cantonales, il est évident que les stratèges de la droite emploient leurs méninges à tripoter les chiffres en tous sens dans l'espoir de trouver une solution à la mise en minorité absolue. IL n'est donc pas étonnant qu'un tel rapport circule dans les hautes sphères. C'est le c ontraire qui aurait été, pour le moins surprenant.

Tout juste peut-on souligner, qu'une telle fuite est révélatrice du

désarroi actuel de la majorité. Les beaux discours de Chirac sur le thème « nous gagnerons en 1978 » ne sont que paravents. *Le gouvernement sait qu'il est minoritaire et qu'il sera vrais emblablement battu lors de la prochaine consultation électorale.* L'étalage au grand jour de ses préoccupations actuelles est le signe de son impuissance.

Mais l'essentiel est ailleurs. Il est dans la politique qui, élections anticipées ou pas, est en train de se mettre en place pour contrer la perspective d'un éventuel gouvernement de Gauche. Il est dans les plans de Ponia, la répression violente qui se systématise contre les immigrés, les jeunes et les travailleurs. Il est dans la campagne permanente sur le thème de la sécurité qui vient de trouver son prolongement, hier, avec l'installation d'un « comité d'études sur la violence et la criminalité ». Recevant d'ailleurs les députés à déjeuner à déjeuner, Giscard a déclaré que les élections auraient lieu à leur date normale. On s'en saura vraissemblablement pas plus...

P.J.

13° Congrès de l'Union Démocratique Bretonne

L'Union Démocratique Bretonne a tenu son 13° Congrès, le week-end dernier. Organisation régionaliste qui joua, dans les années « 60 », un rôle très actif dans l'apparition d'un mouvement de masse breton et socialiste, elle s'est considérablement rapprochée du Parti communiste et du Parti socialiste depuis l'exclusion de son « aile gauche » en 1968-1969.

Le congrès ne parait pas avoir modifié cette évolution. De nouveau moyens organisationnels ont été mis en place pour « mieux coller à la réalité des luttes en Bretagne », notamment par la création de fédérations. Sur le plan stratégique, l'UDB a réafirmé ses alliances prioritaires avec le PC et le PS « dont l'attitude vis-à-vis du peuple breton rejoint de plus en plus la notre » même si « la victoire de l'Union de la Gauche ne sera pas suffisante Ce que nous demandons, c'est une Bretagne socialiste, pas forcément indépendante, du moment que le processus colonial est stoppé ».

Le congrès, par ailleurs, a été l'occasion de l'adhésion à la charte de Brest, signée en 1974 par l'UDB et six autres organisations de minorités nationales auropéennes, de deux nouvelles organisations : Lutte occitane et un groupe corse.

Correspondant

● Les emprisonnés bretons débutent une grève de la faim

Pierre Loquet, Gérard Couton, Dominique Crohard et Jean-Charles Denis, tous quatre emprisonnés à la Santé, ont entamé hier une grève de la faim pour *« faire avancer la procédure d'instruction »*. Une procédure qui pour certains d'entre eux traîne depuis neuf mois. Tous les autres militants bretons qui avaient été inculpés par la Cour de Sureté de l'Etat ont été libérés.

SUR LA ROUTE DE LOUVIERS...

14 conseillers municipaux pour ou contre le drapeau noir

Le 25 avril il y a deux élections : une au Portugal, l'autre à Louviers. Dans ce dernier cas c'est la révolution dans une seule ville. Ou en tous cas l'ébullition.

Ville proprette. Près du Vaudreuil, lieu futur de l'implantation d'une « ville-nouvelle » de 100 000 habitants. L'endroit le « moins pollué de France »... pour l'instant.

19 000 habitants vont voter. Et 14 conseillers municipaux sont candidats. Louviers est le centre du monde pour les électeurs partagés entre les « pro-Martin » et les « anti-Martin ». Le docteur Martin est l'ancien maire et il peut le redevenir.

La municipalité Martin c'est toute une histoire : celle que la presse a déjà rapporté par bribes, depuis dix ans que ça dure et que des élections partielles se produisent. Le docteur Martin avait fait scandale en délogeant le curé de son presbytère pour y loger une famille pauvre. Et aussi en rendant gratuits tous les services municipaux. C'est un maire « anarchiste ».

Aujourd'hui les murs de Louviers sont couverts par la droite *« Loveriens, si vous ne voulez pas voir de nouveau flotter le drapeau noir sur votre ville, votez Montagne aux municipales ».*

L'UDR agite l'épouvantail de Mai 68 parce que tout vient de là : élu sur une liste unitaire de gauche, maire de 65 à 68, Martin avait développé une conception inattendue de la gestion municipale : *« rien n'est trop beau pour le peuple », « il faut rendre le pouvoir aux citoyens »* et en 68, il fit *« choisir son camp »* à la municipalité toute entière. Drapé dans son écharpe « tricolore » dont il ne laissait voir que le rouge, le maire défilait en tête de manifestation avec les syndicats, appelait à cesser le travail partout, multipliait meetings et réunions, rendait gratuits tous les services municipaux (cantines, etc.) Encore un peu et c'était la commune du Louviers...

Le PCF jugea que ça suffisait. Il dénonça *« la pratique du pouvoir personnel »* de Martin qui disposait à son gré du bien de la population. Protestant surtout contre la gratuité des « services », le PCF choisit de rompre la coalition. Pour ne pas déplaire aux petits commerçants et à la petite bourgeoisie, pour ne plus se trouver allié à des anarchistes incontrolables, les conseillers municipaux du PCF refusent de voter le budget supplémentaire pour couvrir 1968. Les vieux conseillers mendesistes (Louviers fut le fief de Mendès-France) indécis suivent le PCF. La grande peur de la bourgeoisie locale trouve alors à s'exprimer : elle profite du malaise créé par l'augmentation des impôts locaux (qui concernent surtout les plus aisés) et fait campagne *« contre le drapeau noir ».*

C'est la déroute pour les *« martinistes »* : 27 conseillers de droite sont élus. Les nostalgiques de *« l'expérience »* Martin se regroupent dans le *« comité d'action de gauche »* qui va connaître une vie active exceptionnelle. Plusieurs dizaines de participants aux assemblées générales, soixante parfois cent et plus, ça n'est pas rien pour une petite ville industrielle perdue au milieu d'une large zone rurale. Huit ans plus tard, un *« meeting Martin »* peut rassembler jusqu'à un millier de personnes dans la « grande salle » de Louviers qui ne parvient pas à les contenir.

Beaucoup de jeunes au CAG. Des enseignants surtout, des travailleurs aussi. Ce qui les unit c'est la volonté de *« prendre une revanche sur la droite »* et un très fort sentiment localiste, *« anti-national »*, et *« anti-partis »*, surtout après l'expérience de la trahison du PCF.

Le CAG anime un *« centre . aéré sauvage »* des groupes de quartier réalise des expositions, sort un bulletin *« devenir »* diffusé massivement qui dénonce les épurations et la rentabilisation des services municipaux, publie les enquêtes sur les femmes, les immigrés, il participe aussi au soutien des travailleurs en lutte (Zimmerfer...)

Après bien des péripéties électorales (fraudes de la droite) le CAG s'est retrouvé, il y a deux ans avec 13 conseillers municipaux contre 14 à la droite.

L'un des 14 est mort. Résultat : 13 contre 13.

Les conseillers du CAG ont alors démissionné en bloc pour provoquer la réélection des 14 conseillers qui leur donneraient la possibilité de reprendre la mairie. Le bout du tunnel pour les revenchards municipaux. Pour *« rendre la mairie aux citoyens ».*

Mais en huit ans, depuis 68, il s'est passé bien des choses. Et notamment l'alliance PC-PS au plan national avec la renaissance du PS même à Louviers.

Le CAG, survivant et butte-témoin d'une histoire spécifique, expérience locale *« apartidaire »*, a le 25 avril prochain la dernière chance d'atteindre ses objectifs. Et de reprendre *« l'expérience »* pour une courte durée : les municipales de 1977 lui imposeront des choix nationaux.

LE DOCTEUR MARTIN : D'ABORD BATTRE LA DROITE

Nous avons interviewé le docteur Martin, animateur du CAG. A la première question : « on vous dit anarchiste... », sa réponse a été claire :

Cette accusation ne tient pas. Les membres du CAG sont des anciens radicaux, d'autres de vieux socialistes SFIO, d'autres sont mendésistes, d'autres PSU, d'autres enfin, les plus nombreux, sont sans parti. Il y a des responsables syndicaux aussi, CFDT, SNI, SGEN, à la CGT également (deux ou trois). Des militants libertaires ont appartenu au CAG de 1969 à 1974, mais ils l'ont quitté aujurd'hui.

Alors, quelle est la raison d'être du CAG ? la bataille municipale seulement ? Politique localiste où l'on prend le pouvoir, municipalité par municipalité, « pour le rendre au citoyen » ?

Il ne s'agit pas seulement de créer des ilôts autogestionnaires ici et là, il faut compléter la lutte locale par une dimension nationale et là, le relais des partis politiques nous apparaît indispensable.

Oui, mais sur quel programme ? Le CAG, il y a quelques années, avait adopté « la page du Programme commun » qui était consacrée aux municipales... Aujourd'hui qu'en est-il ?

Notre programme s'appuie sur quelques idées-forces : « rendre le pouvoir au citoyen, c'est possible », « associer la population aux choix et aux décisions, c'est possible ». Nous l'avons fait dans l'opposition, nous le ferons à plus forte raison si nous sommes au pouvoir, à nouveau... Des commissions municipales fonctionneront avec la participation des citoyens, des groupes, des partis intéressés. Des moyens d'information, des outils techniques des locaux, des fonds seront mis à la disposition de tous ceux qui imagineront les solutions aux problèmes posés à Louviers. Des ateliers municipaux, largement ouverts et gratuits acueilleront les jeunes et les adultes dans le cadre d'une animation permanente de la ville, un atelier d'urbanisme, encadré par des techniciens, répondra aux vœux des citoyens. Le budget de la ville sera également conçu de manière collective. Ce que nous voulons, c'est l'instauration de structures permanentes de démocratie directe fondées sur l'information, la participation et le contrôle. C'est pourquoi aussi, le péri-scolaire et les investissements éducatifs occuperont une place importante dans nos réalisations. On doit tenir compte de deux données : la vie dans l'usine, la vie extérieure à l'usine. Aux deux niveaux, il est possible d'agir. En cas de conflit et de lutte, la municipalité doit mettre ses locaux à la disposition des grévistes, elle doit participer à la constitution d'un comité de soutien, subventionner la caisse de grève, agir au x niveaux politique et patronal. Le conseil municipal devra subventionner les cantines scolaires qui accueilleront les enfants des grévistes, les transports seront gratuits pour eux (ils le seront pour tous les habitants tôt ou tard). Mais en aucun cas, la municipalité ne doit se substituer aux organisations syndicales ou aux délégués du personnel. C'est à eux de mener le combat sur place et de faire aboutir les revendications.

Et les contradictions du municipalisme institutionnalisé, vous ne craignez pas que ça étouffe ce que vous appelez « démocratie directe » ?

Il y a des contradictions à assumer toute fonction dans la société bourgeoise. On n'entretient aucune illusion, on ne changera pas les rapports sociaux à Louviers seulement. Notre municipalité n'instaurera pas l'autogestion et le pouvior à la base. Par contre, les habitudes créées, les possibilités offertes, les réalisations achevées (pensées et élaborées par les citoyens) démontrent que chaque in dividu possède du pouvoir et qu'il doit l'exprimer. La contestation, c'est la vie...

Quant à la collaboration de classe, je ferai référence à nos difficultés constantes éprouvées avec le Préfet de 1965 à 1969. Combien de délibérations a-t-il refusées ? De quel chantage avons-nous été victimes ? Sans cesse menacés, interpellés...

Le PCF fait une liste contre le CAG. Quelle différence entre leur projet et le votre, selon vous ?

Essentielle. Celle qui sépare une municipalité autogestionnaire et socialiste d'une municipalité de gauche, gestionnaire et bureaucratique. Ceci dit, il est incontestable que les municipalités dirigées par les communistes sont des éléments importants de la lutte menée contre la droite. Elles favorisent la prise de conscience collective anti-droite... mais le boulot à la base, au niveau de l'individu reste à faire... Nous voulons faire un « conseil consultatif municipal », sorte de contre-pouvoir au conseil municipal. Les municipalités PCF ont-elles créé des groupes de pression et de contestation ?

Est-ce là une vraie différence ? Une véritable « autre politique » ?

Le PCF a dénoncé le docteur Martin comme un horrible anarchiste. Le CAG a appelé à voter PS aux dernières cantonales. Le PCF présente une liste. Au deuxième tour, pour le 3 mai, que ferez-vous ?

Le premier travail, c'est de battre la réaction. Si le PS et le PC font une liste, nous attendrons les résultats du premier tour confiants. Doucet, l'élu des cantonales, a refusé d'être sur notre liste. Le PC refuse de nous reconnaître comme en 1971 (pas en 1974). En 1974, une liste d'union de la gauche composée du PS, du PC, du CAG et du PSU aurait pu se constituer. Les exigences exorbitantes des signataires du programme commun ont amené la rupture. Nous restons favorables à l'union, mais pas à n'importe quel prix. Si le CAG est battu, il appellera à voter pour les candidats du PC et du PS. En 1977 - si nous sommes élus - nous aurons fait la preuve que les membres des partis ont leur place sur une liste d'union avec le CAG. A condition qu'ils acceptent de travailler à la base avec nous. La balle sera dans leur camp au lendemain du second tour, le 3 mai.

Entretien avec Doucet, conseiller général PS, nouvellement élu

LE PS ATTEND SON HEURE...

Quelle est l'attitude du PS à Louviers, à la veille des municipales vis-à-vis du CAG ? Le conseiller général élu aux dernières cantonales, M. Doucet, nous répond : *« Le PS est est prêt à faire alliance avec le CAG... si le CAG accepte la référence au programme commun sur l'analyse municipale. Dans ce cas, le PC ne pourrait que politiquement se joindre à cette union ».*

M. Doucet a même déjà envisagé le partage des sièges si son opération « alliance avec le CAG et le PC » réunissait : *« 7 sièges au CAG, 4 au PS, et 3 au PC »* et dans le cas ou le CAG refuse, *« alors il y aurait soit une liste PS-PC, soit la non-présentation de candidats PS ».* Patiemment, M. Doucet, venu de Paris attend 77 et il propose même au CAG d'adhérer au PS et de constituer ainsi la base de ce parti nouveau. Après tout ce sont les électeurs du CAG qui l'ont élu alors qu'il était peu connu sur la ville.

« L'avenir du CAG pronostique Doucet, de par sa composition, ses limites municipalistes, est voué à une certaine érosion dû à la polarisation grandissante de l'électorat sur les problèmes nationaux ».

Pour rassurer le PCF, le représentant du PS souligne que le CAG est né d'une expérience « très positive » de liste d'Union des gauches de 1965 à 1969 : le PC y participait...

Et puis le programme du PS ne prévoit-il pas la création et le développement de comités de quariter ce qui constitue l'essentiel du programme du CAG ? *« L'expérience de Juvisy où le PS et le PC ont soumis à la discussion des habitants organisés en comités un plan d'occupation des sols, est un exemple ».* Pourquoi pas à Louviers, avance Doucet, pas de problème avec le CAG pour gérer en commun la municipalité puisque... le PS est pour l'autogestion.

Ceci dit le PS est avisé : lorsqu'on lui demande s'il sera prêt demain à réaliser l'unité du CAG, du PSU, de la LCR pour soutenir les luttes (comités de chômeurs, comité espagne, soutien à la Stepa) même au risque de se couper du PC, M. Doucet répond déjà en grand stratège : *« il se pose à nous le problème de l'efficacité dans l'intérêt de la classe ouvrière : nous souhaitons l'union la plus large et de ce fait nous ne refusons pas de travailler avec la LCR ou le PSU mais il faut tenir compte du poids d'organisations telles que le PC et la CGT ».*

Avec ou sans le consentement du docteur Martin, Doucet privilégie la conquête du CAG tout en évitant de se mettre en porte-à-faux vis-à-vis de son propre parti. Le sectarisme du PC, et l'érosion du temps pousseront ceux du CAG qui sont vraiment « municipalistes » à entrer au PS pour pouvoir continuer leur action. Est-ce que à Louviers, les vieilles traditions anarcho-syndicalistes, mendésistes et gauchistes aboutiront aussi à redonner vie à un fort PS ?

La question du Programme commun sera la pierre de touche du futur débat dans le CAG entre les différents courants qui le traversent — depuis les radicaux... jusqu'à des révolutionnaires potentiels. Pour ou contre ? Et alors quel programme ? Et quelles alliances ? La LCR appelle à voter CAG le 25 avril 76 mais la question est posée d'une liste révolutionnaire pour les municipales de 1977. La clarification politique ne se limitera pas à « rendre la mairie aux citoyens », il faudra faire campagne sur des questions nationales, contre Giscard-Chirac et contre le Programme commun.

Foyers Sonacotra

LA RIPOSTE S'AMPLIFIE

Après le mauvais coup du pouvoir qui pensait profiter du week-end pascal pour faire passer en douceur les expulsions des travailleurs immigrés, engagés dans la lutte des foyers Sonacotra, la riposte s'organise. La manifestation organisée samedi prochain à Barbès par le comité de coordination en sera un des temps forts. Les communiqués de protestation sont toujours aussi nombreux. De nombreuses organisations ont tenu à protester publiquement contre les expulsions.

D'autre part on sait maintenant ce qu'est devenu l'étudiant tunisien Rida Gouya dont on était sans nouvelles depuis quatre jours. Signalons enfin que, de façon sectaire, le PCF a organisé un rassemblement à St Denis. L'UL-CGT de Saint Denis s'est, au dernier moment, rallié à cette initiative sans se poser la moindre question sur l'opportunité pour un syndicat de soutenir une telle manifestation, organisée à l'origine par le seul PCF, sur des mots d'ordre qui ne sont d'ailleurs pas ceux des résidents en lutte.

Le Mépris

On sait maintenant ce qu'est devenu l'étudiant tunisien Rida Bouya, militant actif du soutien à la lutte des foyers Sanacotra. , Un fonctionnaire du service de la réglementation du territoire a fini par avouer à son avocate qu'il avait été expédié en Tunisie le 16 avril par le vol Air-France 27-03, à 19h 45.

Outre l'arbitraire d'une telle mesure, il faut revenir sur la longue attente de quatre jours qu'ont dû endurer sa famille et sa compagne, avant d'avoir cette nouvelle. Leurs efforts se sont heurtés à un mur où l'indifférence le disputait au mépris. Dimanche dernier, la police de Nanterre affirmait qu'il était au dépôt, à Paris. Au même moment, le chef de cabinet prétendait être au courant de rien et renvoyait son interlocuteur à Nanterre. Bien entendu, la préfecture déclarait tout ignorer.

Un autre appel à la permanence du procureur de la République, après attente, permit d'apprendre que Rida Bouya n'était ni au dépôt, ni à la salle Cusco, salle qui reçoit d'habitude les blessés interpellés par la police. On sait en effet que l'état de l'étudiant tunisien nécéssitait des soins.

Dimanche, vers 17h, ses amis appellent la police de Nanterre. Nouvelle variante : il serait au dépôt de Nanterre. Information démentie peu après par le tribunal de Nanterre. Ce n'est qu'hier qu'une déclaration un peu officielle apprenait son départ effectif de Paris pour Tunis.

L'ambassade tunisienne, interrogé sur le lieu actuel de résidence de Bouya, se déchargea sur le consulat de Paris lequel, après avoir renvoyé la communication de service en service, finit par *« prendre bonne note »* et promit de retéléphoner *« pour confirmer »*. Comme on s'en doute, un fâcheux « oubli » empêcha que réponse nous parvienne.

Par contre, au consulat tunisien de Nanterre, on put nous confirmer l'arrivée de Rida Bouya à Tunis. A une question un peu plus précise on nous répondit qu'il était sans doute *« à Kérouan, dans sa famille »*. On aimerait en être sûrs !

Il aura donc fallu quatre jours pour que l'Interieur avoue cette expulsion, quatre jours de démarches, de rebuffades, une attente nerveuse épuisante pour ses amis, sa famille, ses avocats, sa compagne. Tout cela pour commencer à connaître une partie de la vérité.

Quel mépris !

S.M.

« DECLARATION SUR L'HONNEUR » DE LA FIANCEE DE RIDHA GOUIA

Je soussignée, Mademoiselle Batista Oliveira Etelvina, certifie sur l'honneur que les faits relatés ci-dessous concernant l'arrestation de monsieur Gouia Ridha sonr exacts.

Le 16 avril 1976, à 6 h 30 du matin; de brusques coups frappés à la porte par plusieurs personnes m'ont réveillée. Les personnes ont essayé d'ouvrir la porte (ils avaient une clef). Cependant, ils n'ont pu ouvrir la porte qui était fermée de l'intérieur, la clef étant dans la serrure. J'ai demandé aui frappait ; ils m'ont répondu « c'est la police ».

Pendant cela, Ridha a sauté par la fenêtre du deuxième étage. J'ai ouvert la porte et cinq ou six hommes de la police sont entrés, cherchant Ridha Gouia. Ne le trouvant pas, ils ont cherché dans le placard et sous le liit.

J'ai alors regardé par la fenêtre et j'ai vu Ridha allongé et le torse nu. Petit à petit, il se leva et se mis à marcher avec difficultés en s'appuyant sur le mur, jusqu'à la porte d'entrée du bâtiment.

Je l'ai couché sur le lit et j'ai appelé des camarades de la résidence pour porter d'urgence Ridha à l'hôpital. En retournant après dix à quinze minutes je remarquai une voiture de police devant le bâtiment (avant de partir je m'étais assurée que les policiers étaient partis).

J'ai attendu quelques minutes pour voir ce qui allait se passer. J'au eu alors l'idée d'aller derrière le bâtiment. Trois ou quatre policiers se trouvaient à environ 50 mètres de la fenêtre et essayaient de voir si Ridha était dans la chambre. L'un d'eux a alors crié « Oui, oui, il est là ». Je suis montée tout de suite et ils m'ont suivie. Je suis alors entrée dans les toilettes afin de ne pas ouvrir la porte. Ils sont entrés dans la chambre.

Je n'ai donc pas vu ce qui se passait. J'ai pu remarquer après qu'ils avaient tout fouillé... Le passeport de Ridha ne se trouvait plus dans l'enveloppe contenant ses papiers.

Nanterre le 19 avril

PROTESTATIONS

COMMUNIQUE DU MAJ

Le Mouvement d'action judiciaire proteste contre les brutales mesures d'expulsion qui ont frappé des travailleurs immigrés luttant pour leurs justes droits. Il condamne une nouvelle fois l'arbitraire de telles décisions, s'ajoutant aux inacceptables conditions de vie dans les foyers Sonacotra organisés et gérés au mépris des droits et de la dignité des travailleurs.

Il proteste contre le mépris des droits de la défense (séquestration ou disparition depuis quatre jours d'un certain nombre de travailleurs immigrés, refus d'information opposé aux demandes des avocats, diffusion d'informations calomnieuses contre des travailleurs).

Il rappelle que selon les termes mêmes de la déclaration universelle et de la convention européenne des droits de l'homme, toute personne doit pouvoir bénéficier des garanties d'une instance judiciaire et que plusieurs décisions du Conseil d'Etat et du tribunal administratif ont récemment annulé des mesures du Ministère de l'Intérieur agissant selon la procédure dite d'urgence.

Il demande solennellement que les textes de 1945 et 1946 sur les étrangers soient abrogés et qu'une nouvelle loi protège juridiquement les travailleurs immigrés contre l'arbitraire.

MAJ, 20 avril
18, av de Messine. Paris VIII°

COMMUNIQUE DU MOUVEMENT DES TRAVAILLEURS ARABES

Vendredi 16 avril, à l'aube, la police entreprend de la manière la plus sauvage 16 arrestations dans 7 foyers de la région parisienne. Le même jour, à la même heure, un étudiant tunisien Ridha Gouia a été arrêté à la résidence universitaire de Nanterre. Ridha est étudiant en Sciences économiques et préparait son doctorat. Il a été arrêté pour son activité politique et militante auprès de ses frères immigrés dans le Mouvement des Travailleurs Arabes et par ailleurs il a aidé les travailleurs immigrés dans les foyers Sonacotra à se battre pour des logements décents, à des prix raisonnables, ainsi que pour la dignité.

Ridha a été blessé lors de son arrestation et la police tente dans les différentes versions qu'elle a données, de cacher la vérité à son sujet. Sur les seize personnes arrêtées, onze seulement ont sûrement été expulsées. Mais nous maintenons que cinq autres ont disparu, dont Ridha. Serait-il dans un Arenc parisien ? La lutte est la seule arme qui reste aux immigrés pour obtenir leurs droits élementaires et transformer leurs conditions de vie.

C'est contre cela que le gouvernement organise des enlèvements. Il pense qu'en éliminant physiquement du territoire français des travailleurs combatifs du mouvement des immigrés, il pourra arrêter le mouvement revendicatif. Non seulement, il touche aujourd'hui les délégués du comité des résidents Sonacotra, mais rappelons-nous que dans la période du 6 au 16 avril, officiellement plus de 180 expulsions ont été opérées contre des travailleurs qui réclamaient leurs droits légitimes (Pakistanais, Marocains, Tunisiens, Algériens, Maliens et Portugais).

Ces arrestations et expulsions arbitraires sont des atteintes au droit de grève et à la liberté. Poniatowski applique l'état d'urgence contre les immigrés pour justifier cet état de fait, le pouvoir utilise la calomnie, favorisant une politique anti-arabe primaire (le méchant arabe avec son grand couteau. Cf. le communiqué du ministère de l'Intérieur de lundi).

Tout ceal n'arrêtera en rien la détermination du mouvement pour la dignité des travailleurs immigrés, la grève des loyers continue. Détrompez-vous, Monsieur Poniatowski, vous ne pouvez pas briser notre espoir de sortir des conditions dans lesquelles vous voulez vous maintenir. Déjà les travailleurs ont commencé à manifester leur détermination. A refuser d'être soumis à une épée de Damoclès, chaque fois qu'ils s'affichent en tant qu'hommes et qu'ils refusent leur statut d'esclaves.

MTA, le 20 avril
154, rue St Maur. Paris XI°

• 19 avril 1976 : le groupe des stagiaires animateurs en milieu émigrant, en formation à l'Institut d'éducation permanente Léo Lagrange a rendu public un communiqué dans lequel : « Considérant que les expulsions et la répression dont sont victimes les travailleurs immigrés résidents des foyers Sonacotra, il se déclare solidaire des luttes actuelles des travailleurs immigrés, exige l'annulation immédiate des mesures d'expulsion et la fin de la répression exercée à l'encontre des travailleurs immigrés ».

Les informations nous ont été transmises par Radio-Assifa. Tél : 770-89-20 et 770-91-20. Boîte postale : BP 875 521 Paris Cedex 11.

vie syndicale

LA CFDT ENVISAGE DE QUITTER LA CONFEDERATION MONDIALE DU TRAVAIL (CMT).

Une résolution adoptée par le dernier Conseil national de la CFDT pour être présentée au prochain congrès national de ce syndicat, pose le problème de l'affiliation à une organisation internationale. On sait que jusqu'à présent la CFDT est adhérente à la CMT qui regroupe essentiellement les syndicats chrétiens.

Dans cette résolution, la CFDT souhaite la fusion entre la CMT et la Confédération internationale des syndicats libres (CISL), dont fait partie en France Force Ouvrière. Au cas où la CMT refuserait de s'inscrire dans ce processus de fusion, la CFDT voudrait suspendre sa participation aux travaux de la CMT.

La CFDT estime au l'éventuelle fusion CMT-CISL doit *« s'élargir à des organisations syndicales sans affiliation internationale »* et *« qu'elle ne doit pas aboutir à une rupture du dialogue avec la fédération syndicale mondiale (FSM) et les organisations syndicales qui lui sont affiliées ».*

• **Dans Le peuple, cette semaine,** entre autre : un éditorial de René Buhl secrétaire de la CGT : « l'heure est à l'action... partout ». Compte-rendu de la Commission exécutive du 7 avril. L'indice des prix pour Mars 76. Emploi : Présentation des mesures gouvernementales en matière de contrats à durée déterminée. Exposé des possibilités du comité d'entreprise dans la lutte pour l'emploi. La situation de l'emploi au 29 février 76.

LES BLANCHISSERIES DE PANTIN CONTRE LIBERATION, L'HUMANITE ET EUROPE N° 1

« J'ai eu la médaille de vermeil et la médaille d'or du travail. J'ai travaillé 45 ans aux Blanchisseries de Pantin. » Petite, la soixantaine, cette ouvrière modèle témoigne en faveur de la direction des blanchisseries qui ont intenté u procès en diffamation contre *Libération, l'Humanité* et *Europe n° 1*. Non, cette usine n'est pas un bagne comme l'ont écrit ces journaux. Non, les conditions de travail ne sont pas insupportables, comme l'a dit le chroniqueur d'Europe n° 1.

« La preuve, dit-elle, *j'y suis resté ». « Vous occupiez quel poste ? »* interroge l'un des avocats de *Libération,* Me Leclerc. Réponse, à la fois étonnée et assurée : *« J'étais chef d'équipe ».* Le défilé de témins de la direction a ensuite continué : un contre-maître, une contre-maîtresse, le mèdecin de l'entreprise, un autre contremaître, un contrôleuse...

Tous, unanimes, la main sur le cœur : *« A Pantin, l'atmosphère est bonne, les ouvriers ne se plaignent pas, etc. »* Mais avant ces témoignages, il y avait eu cœux de quelques ouvriers et ouvrières cités par *Libération.* Employés au service d'entretien, au tri du linge sale, ou au matériel. *« En juillet, à certains postes, il fait 50 à 55°. Vues les cadences, on ne va plus aux WC. Parce que cinq minutes par ci, cinq minutes par là, à la fin du mois, la prime s'en ressent. Le matin, on devait manger le casse-croûte au milieu du linge sale provenant de cliniques. »* L'une, après dix ans de présence dans l'entreprise, gagne 1 650 F par mois. Une autre, après 19 ans, 1 500 F.

Avant la grève d'octobre dernier, la prime sur une machine s'élevait à 2,18 F de l'heure. Depuis, la même travailleuse sur un autre poste, gagne 4 centimes de prime par mois...

Apparemment, deux mondes totalement inconciliables qui se côtoyaient à la 17e Chambre correctionnelle. Mais, quel que soit le jugement qui sera rendu à l'occasiond e ce procès, les ouvriers de la Blanchisserie de Pantin ont, eux, tranché, le mois dernier, à l'occasion de l'élection des représentants du personnel : la CFDT qui n'avait jamais existé jusque-là dans l'entreprise, a obtenu 4 sièges de titulaires et 4 sièges de suppléants. La CFT qui régnait en maître depuis des années n'a obtenu que 2 sièges.

LIP EN LUTTE

Au lendemain d'un long week-end de trois jours, les Lips ont hier repris l'offensive. Le Tribunal de commerce a en effet déclaré qu'il ne rendrait peut-être son jugement que dans quinze jours, et donc en attendant tous les efforts de l'assemblée générale d'hier ont été mis sur le rapport de force à établir. Il faut en effet que *« Lip en lutte »* (tel est en effet le nom qu'ils donnent maintenant à leur entreprise) redevienne une ruche vivante et colorée, une pépinière d'activités, tant pour l'animation interne que par le rôle de centre d'attraction qu'elle peut jouer pour d'autres travailleurs en lutte pour l'emploi.

Toute la journée les commissions se réunissent et travaillent dans un atelier ou tout simplement dehors dans l'herbe. *Commission-presse,* pour assurer de nouveau le travail en direction de la grande presse, qui est bien silencieuse depuis quelques jours. *Commission animation de l'entreprise* pour que la campagne d'affiches et de dessins qui en 73 avait été un facteur de mobilisation interne reprenne son essor, pour organiser aussi l'entretien. *Commission popularisation* sur Besançon : de nouveaux tracts, affiches et autocollants sont en projet. *Commission-exposition* : comment utiliser en effet ces énormes panneaux qui ont rencontré vendredi un tel succès. Faut-il en faire une salle d'exposition permanente, ou au contraire prévoir de les faire tourner dans d'autres usines en lutte ou dans des quartiers. Question à débattre aujourd'hui. *Commission « abords de l'une »,* car si l'on veut que Lip redevienne un pôle d'attraction il faut comme en 73 rappeler son existence et également flécher les lieux d'accès. *Commission « liaison avec les boîtes en lutte »,* liaison déjàurenouée quand on voit le nombre de télégrammes reçus. Commission garde. Et enfin *Commission banderolles* car hier aussi Lip, qui au petit matin du 15 août 73 s'était vu arracher par les « martiens » le fameux « c'est possible : on fabrique, on vend, on se paye », devait retrouver hier des banderolles le long de son enceinte.

En redéployant le mot d'ordre : *« nous luttons pour le plein emploi »,* les Lips veulent ainsi matérialiser au patronat et au gouvernement leur devise si chère : *« Comtois rend-toi ! Nenni, ma foi ».* Telles sont les premières étapes d'une popularisation et d'une coordination qui pourraient aboutir bientôt sur des journées « portes ouvertes », journées de forums et de débats, qui permettraient surtout que puisse être discuté ici le problème de perspectives de lutte sur l'emploi aujourd'hui.

Elle permettrait aussi aux Lips d'expliquer leurs problèmes et leur tactique de lutte, tactique si difficile à faire comprendre par ceux qui ne les suivent pas au jour le jour. Les activités d'hier démontrent une fois de plus les propos de ceux qui veulent faire de Lip l'exemple de l'attentisme ou bien encore le résultat d'une expérience de collaboration de classe.

S'il est vrai aujourd'hui qu'il est purfois difficile de comprendre de l'extérieur pourquoi les Lips ne vont pas plus vite, pourquoi ils n'adoptent pas des méthodes de luttes plus spectaculaires, et si on peut même être en désaccord avec certaines de leurs déclarations, il faut néanmoins comprendre combien ceux qui ont connu deux ans de lutte (le dernier réembauché ne l'a été qu'en mars 1975) et d'une lutte considérée par beaucoup comme un cancer, il est dur pour eux non pas de s'y remettre, mais de trouver des formes d'action efficaces et unifiantes. Et cela d'autant plus qu'on se trouve dans un contexte où le problème se pose au niveau central. Dans ce cadre-là, les perspectives offertes par les centrales syndicales pour le 1er Mai sont largement en retrait sur cette combativité, comme sur les objectifs même de leur lutte.

S. Triton

CHAUSSON (GENNEVILLIERS)

LE CHAMPION DES ACCIDENTS DU TRAVAIL

Mai 1975 : les 12 000 travailleurs de Chausson entamaient une des plus longues grèves de leur histoire. Deux mois de lutte pour exiger 250 Frs pour tous, l'amélioration des conditions de travail et des droits pour les immigrés. IO mois après la direction qui avait fait appel aux milices et aux chiens policiers a gardé le même style : c'est sous la protection » des surveillants musclés et des flics en civil que s'est déroulé la semaine dernière dans la cantine de l'usine une conférence de presse organisée de l'usine.

Chausson reste le champion des accidents du travail : le taux de fréquence des accidents qui était de 30% supérieur à celui de l'industrie automobile en 1964 l'est maintenant de 45%, les accidents sont 60% plus graves. De tels risques avec un salaire inférieurs de 23% à celui d'un ouvrier de Renault.

Chausson, c'est aussi la déqualification, une des plus fortes proportions d'OS de la branche automobile : 62,6% de l'effectif ouvrier, c'est l'utilisation massive des contrats temporaires.

Depuis la grève de 75, quelques crédits avaient été dégagés pour l'amélioration des conditions de travail : on a supprimé les cartons au-dessus des presses qui protégaient les travailleurs des fuites d'huiles, les sièges des presses ont été remplacés par ... des selles de solex ! Mais la plupart des crédits sont passés à l'amélioration de la productivité et , de fait à l'augmentation des cadences.

A l'atelier de peinture C.V les peintres sont emmitouflés avec des chiffons tenus avec du papier collant et sont obligés de se mettre de la vaseline autour des yeux pour lutter contre les projections des produits toxiques. Aux presses les révisions périodiques ne sont pas faites et les réparations différées. Un embrayage qui lâche et la presse se reforme sur le bout des gants de l'opérateur qui ajuste le temps de retirer ses mains.

« Chausson c'est la répression, explique un travailleur marocain. *Répression pendant et après la reprise du travail ; tous ceux qui luttent, on les enlève des places(...) Où est la liberté pour les travailleurs marocains quand on fait grève , ils nous retirent les papiers. On est devenu une marchandise, de la viande ».*

S. Lopez.

TRIBUNE des luttes

Communiqué

APPEL A LA SOLIDARITE

Les travailleurs du Prisunic des Champs-Elysées, en lutte depuis le 22 mars pour un salaire d'embauche de 1800 F. minimum et l'amélioration de leurs conditions de travail, font appel à tous les consommateurs et travailleurs pour les aider à pouvoir continuer leur lutte. La caisse de grève est à ce jour très insufisante, 2000 F. en nocturne. La direction a mis en place depuis mercredi dernier, une équipe de briseurs de grève composée de cadres, de chefs de rayons, du chef électricien, du chef boucher et d'une dizaine d'employées sur deux cents.

Le chef boucher et le patron ont même vendu des soutiens-gorges. Malgré cela les employées ont voté pour la continuation de l'action jusqu'au 28 avril, date des négociations. La grève s'essouffle car elle n'est pas continue mais les pertes de salaire sont très lourdes surtout pour les travailleusees à temps partiel, qui touchent 730 F. à l'embauche. Aidez-nous. Notre succés dépend beaucoup de la solidarité matérielle.

Vous pouvez adressez vos chèques au compte 026 863, agence BNP, 49, rue des Martyrs. 75009 Paris

Les sections CGT-CFDT-FO de l'entreprise

SERIE DE VIOLENCES PATRONALES ET POLICIERES

BEGHIN-SAY (CORBEHEM) LE PIQUET DE GREVE ATTAQUE PAR UN TRACTEUR

Mardi matin, après 7 semaines de grève, le patron envoie un tracteur contre le piquet de grève aux grilles de l'usine. Les travailleurs évitent la bagarre, et les grilles sont ouvertes, quelques employés rentrent, mais très peu. La tradition de lutte n'est pas nouvelle à Corbehem. En 73 et avant, des actions diverses ont permis aux travailleurs d'avoir des salaires soi-disant « les plus hauts de la région » en fait composés surtout de primes.

Cette fois, cependant, les revendications sont autres : pas de licenciements, pas de mutations.

Début 76, le patron annonce 45 « départs en retraite anticipée », c'est en fait le début d'une série de licenciements. 200 sont prévus à Corbehem et 500 pour l'ensemble du groupe Beghin. Mais pas de chances, les travailleurs déjouent la menace et s'organisent fermement : comité de grève intersyndical, assemblée générale tous les jours, occupation de l'usine, popularisation dans toute la région et dans les autres usines du groupe. Les femmes des grévistes participent aussi aux actions. Un bal est organisé pour Pâques.

La semaine dernière a été consacrée aux négociations : pour cela on libère l'usine on ne mêne aucune « action provocatrice ». Mais rien ne sort des négociations.

Au contraire, le patron crée un comité « pour la liberté du travail », il envoie 29 militants syndicaux au tribunal pour occupation « illégale » de l'usine (d'où leur expulsion définitive de l'usine) et ce matin, en tracteur fonce sur le piquet de grève et ouvre les grilles.

LA POLICE OCCUPE JAMS (CARPENTRAS)

Mercredi dernier 16 policiers sont intervenus pour permettre au patron M. Mur de prendre pocession de l'entreprise Jams. Les ouvriers se rendaient en cortège à la sous-préfecture et à la Mairie en scandant « Le pouvoir aux travailleurs ». Le patron a décidé que le travail reprendra après inventaire le 20 avril et que les journées « chômées » seraient intégralement payées ?

Les ouvriers sont décidés à continuer la lutte. L'UD-CGT a protesté contre l'intervention policière. Mercredi une manifestation s'est rendu à la Préfecture d'Arras.

LES FLICS EVACUENT L'USINE DUPONT (FAVERGES, HTE SAVOIE)

Mardi matin, les gardes mobiles ont évacué le piquet présent dans la nuit. La grève, commencée le 11 mars avait été motivée par l'application des nouveaux accords de la métallurgie. Les travailleurs avaient repris une fabrication sauvage. La CGT avait quitté l'usine le 12 à l'issue des négociations avec la direction, seule la CFDT avait appelé à poursuivre l'action.

en lutte

EDF : Grèves tournantes du 27 au 29 avril.

La CGT appelle à une grève tournante région par région pour obtenir une revalorisation du salaire de base.

Ce mot d'ordre a été jusqu'à présent par le seule CGT, la CFDT n'ayant pas encore été contactée. Les deux fédérations doivent se renocntrer à cet effet la semaine prochaine. Cette initiative fait suite à la rencontre où la direction de l'EDF n'a proposé qu'une augmentation de 2,5% au 1er mai, soit rien de plus que l'application du texte salarial.

Les ouvriers du Parisien libéré à St Etienne :

L'hotel de ville de St Etienne a été occupé toute la matinée de mardi par une délégation des ouvriers du Livre parisien accompagnée des représentants d'une quarantaine d'entreprises de la Loire en lutte ; les ouvriers d'Imprima de Givors étaient là aussi pour protester contre la fermeture de leur imprimerie.

• Brest : après l'attentat revendiqué par le FLB-ARB, contre le siège parisien de Transocéan, les réactions sont nettement hostiles parmi les ouvriers qui continuent d'occuper l'usine. On ne songe pas, bien sûrn à s'apitoyer un seul instant sur le sort du PDG Dabaghian, qui s'est attiré ici la haine de tous les travailleurs pour ses pratiques de patron de combat et qui comparaissait en fin de semaine dernière devant le tribunal correctionnel pour infraction à la législation sur le travail. Mais c'est aux travailleurs de Transocéan, avec le solidarité de tous les travailleurs de Brest, qu'il appartient de conduire leur lutte dans les formes choisies par eux ; et substituer à leur action un attentat qui ne pouvait manquer d'être utilisé contre eux apparaît pour le moins, comme irresponsable. **(Correspondant)**

Groupe Malakoff :

Le mouvement est très suivi à Paris où il y a environ 700 grévistes et dans les antennes régionales où certaines ont débrayé à près de 100% (Metz et Marseille). L'unité des trois syndicats (CGT-CFDT-FO), a contribué largement à la mobilisation et à la popularisation de la grève.

A l'heure actuelle, malgré les demandes de négociations, malgré l'occupation des étages de la direction, par les employés, la direction ne veut pas revenir sur les 3,2% qu'elle a *« généreusement »* octroyés. De nouvelles négociations doivent être demandées pour le mercredi 21. Le personnel décidera alors de la suite à donner à l'action.

Le presonnel de l'entreprise Tricosa (Paris 13e) mène différents mouvements pour demander la suppression des heures supplémentaires, la cinquième semaine de congés payés en hiver, une augmentation substantielle des salaires. Les ouvrières demandent également que la journée du 7 avril (grève EGF) soit payée sans récupération.

LA GREVE, LES « INORGANISES » ET LA DEMOCRATIE

Ce qui frappe dans les grèves étudiantes, c'est la force de l'auto-organisation. Les journalistes habitués aux débats feutrés du Parlement ou au ronron des congrès des organisations réformistes, n'y voient souvent qu'un exemple de plus vaste capharnaum que seraient les mobilisations de la jeunesse scolarisée. Ce qu'ils ne voient pas, c'est ce qui se joue au travers du surgissement de cette spontanéité, de cette apprentissage de la démocratie directe : la remise en cause de la démocratie bourgeoise, d'une démocratie où l'on se contente une fois l'an (au minimum) de voter pour des représentants qu'on ne contrôle pas.

● Cette année, cette auto-organisation a progressé : les comités de grèves élus en assemblée générale, les délégations aux coordinations nationales qui se réunissent chaque semaine ne sont pas des structures formelles, mais deviennent de plus en plus, malgré toutes les insuffisances, des instruments de démocratie directe.

Les comités de grève ne sont pas des « paravents démocratiques » qui permettraient n'importe quelles magouilles des organisations : de plus en pkus, leurs membres sont élus après le vote de motion et de mandats précis. Ils doivent rendre des comptes et l'on a vu souvent des délégués non réélus parce qu'ils n'avaient pas respecté leurs mandats. Les délégations aux coordinations nationales se font souvent sur les mêmes bases : la motion majoritaire de Toulouse était le produit d'une synthèse entre plusieurs motions d'orientations votées par des facs de province et de Paris.

Pourtant des questions doivent être posées. Non pas à l'UNEF-Renouveau qui de toute façon n'accepte l'auto-organisation que comme un moindre mal qu'il fut bien supporter en attendant que se mette en place un « grand syndicat étudiant », sous le modèle de la CGT, consultant les étudiants une fois l'an, au travers des élections au conseil d'université.

Des questions à ceux qui par exemple à Toulouse se regroupaient derrière la motion minoritaire aux grands cris de « démocratie ». Pourquoi, refusent-ils, lorsqu'il y a, par exemple deux motions en présence la représentation proportionnelles de ces deux positions aux comités de grève ou à la coordination nationale au profit de la représentation de la seule majorité. Passe encore que ce soit des maos staliniens qui défendent ces positions comme àVincennes, alliés à de vieux bureaucrates *« sponts »*, mais à Jussieu et Arts et Métiers (Paris), c'est Révolution ! qui est mêlé à ces pratiques. Sans parler du fait que ces courants *ultra-gauches* profitent souvent d'assemblées générales minoritaires pour remettre en cause des votes

● Nous n'appelons pas « inorganisés » les « inorganisés professionnels » qui, malgré leur démagogie facile représentent un courant politique comme les autres. La vraie question est ailleurs : les inorganisés, ce sont les milliers d'étudiants qui rentrent dans la lutte et veulent, à juste titre *« contrôler leur grève »*. Plus les débats politique se développent entre organisations, plus ces grévistes ressentent à leur égard une certaine méfiance (voir le nombre d'abstentions ou de refus de vote à la coordination de Toulouse). Une des premières garanties, c'est la structuration de la grève : moins son organisation est forte, plus la démocratie est formelle. Si à côté des assemblées générales ne sont pas multipliées les commissions, les réunions d'UER, tout un travail collectif, alors les débats peuvent souvent se réduire à l'affrontement des « ténors » d'organisation. Il ne s'agit pas de repousser le débat entre organisation : les lignes politiques qui s'affrontent traduisent des problèmes réels. En revanche, le débat se réduit parfois à un débat « entre appareil », non pris en charge à un niveau de masse. Cela s'amplifie aux niveaux des coordinations nationales.

● Mais toutes ces critiques il faut éviter toute démagogie ; c'est prendre les étudiants pour des imbéciles que d'expliquer que les délégués qu'ils ont élu les manipulent. L'ensemble des décisions prises dans les coordinations nationales, dans les comités de grève sont toujours rendues publiques : une AG estime qu'un mandat et non rempli, elle peut, dès le lendemain révoquer son délégué. S'il peut y avoir des rencontres entre organisations, les débats ne sont secrets, ils ont lieu devant les Assemblées générales.

Tout ceci est pour nous, une question de principe liée directement à notre conception du socialisme. Nous ne croyons pas au « parti-guide » que ce soit dans la version de Staline ou celle de Mao, nous croyons à l'auto-organisation, aux conseils ouvriers et au rôle de l'organisation révolutionnaire dans ce cadre.

Pour autant dans la pratique, dans telle ou telle fac, nous ne sommes pas forcèment parfaits. La seule garantie alors que peuvent trouver les inorganisés, c'est en renforçant la structuration de la grève, côte à côte avec les militants, de faire l'apprentissage de la démocratie.

A. Artous

LES CET, SUR LEURS REVENDICATIONS...

Ils étaient cinq le 12 avril, plus de 80, le 15 et cela continuait dans une vingtaine le lendemain. Ce sont les CET parisiens en grève. Décidés à gagner sur leurs revendications spécifiques. Il y en a d'autres. En voici quelques exemples.

AU LT-CET Branly de Créteil qui prépare au CAP d'électricité et mécanique. Petite tranche de vie le 15 avril dernier. Il fait beau, les pelouses sont garnies, Lou Reed plane sur le foyer. C'est la grève ; 3 jours qu'elle dure, lycéens et collégiens unis sur leurs propres revendications. Ecoutons-les : *« Avant la grève il n'y avait pas de vie dans le CET on ne se connaissait pas, on parlait pas... Depuis 3 jours ça change, les AG bien sûr, mais aussi les films, la musique, le tournoi de foot. Et ça c'est déjà bien ; la grève c'est bien, mais il faudrait être unis. C'est pas aux partis de décider mais à nous, tous ensemble ».*

« Haby on connait, il est venu au bahut, mais on n'a pas pu le voir... pendant une semaine on a nettoyé les fraiseuses qui brillaient, mais le jour de sa visite, rien à faire pour le voir, les flics nous empêchaient de rentrer dans le bahut. Ce mec, c'est un pourri ».

« On a eu aussi une réunion d'information sur nos débouchés avec un patron. Dégueulasse, il nous a dit : avec un BEP vous n'aurez certes pas de responsabilités, mais ça vaut mieux pour vous.

« Voilà, on repart à la manif, on se reverra...

« Et surtout, n'oubliez pas de dire qu'on n'a besoin de personnes pour diriger nos luttes ».

— **Nîmes** : le CET de Gernerac demande « l'abolition des contraintes siques et morales », exige un « local à la libre disposition des élèves », le « droit d'avoir tous les journaux », alors que les seuls journaux fournis par l'administration sont la *Vie du rail* et *TAM*, journal militaire. Ils réclament aussi une modification des horaires, et refusent les 36 heures chaque semaine pour des élèves de 14 ans. Le directeur après deux jours de grève a fermé le CET.

— **rencontre des militants et lecteurs de** *Technique rouge*, les 24 et 25 avril de 14 h 30 à 18 h, au 10, Impasse Guéménée, Paris 75004. Avec des interventions d'Alain Krivine, d'un ancien militant du PCF, d'un camarade espagnol, d'un membre des comités de grève étudiants, de militants ouvriers de la LCR, des commissions, une présentation de *Technique rouge*.

COORDINATIONS PARISIENNES AUJOURD'HUI
— **Lycées 14 h Jussieu**
— **CET 14 h 30 Jussieu**
— **Facs 19 h Censier**

TRIBUNE LIBRE

Comité de lutte antifasciste d'Assas

Alice Saunier-Sëité a, il y a une semaine, appelé la *« Majorité silencieuse »*, les étudiants opposés à la grève de s'organiser. Bien sûr elle ne fait pas de politique et ce n'est qu'une coincidence si depuis ont fleuri maints comités groupusculaires *« Pour la reprise des cours »* animés en sous-main par les bandes fascistes, celles-là même qui ont fourni le service d'ordre de Giscard durant les élections présidentielles. Ces bandes de nervis ont un modèle, un idéal : *La faculté d'Assas*, où elles règnent en maîtres. Le *« Comité de lutte antifasciste »* de cette faculté décrit l'atmosphère de pogrom qui y règne, couverte, tolérée, favorisée parfois par l'administration. *Rouge* est prêt à publier tout témoignage d'étudiants d'Assas qu'il recevrait.

Depuis deux mois, la répression bat son plein au Centre Assas. Devant la mobilisation « étudiants-enseignants » contre la réforme du deuxième cycle, les nervis fascistes, de plus en plus isolés, se réfugient dans une attitude désespérée, celle de lla *« ratonnade »*, se rabattant sur *« l'ennemi intérieur »*. Plus que jamais, la fonction principale des groupuscules nazis est de servir de chiens de garde au pouvoir, permettant ainsi à l'administration d'habiliter la réforme, au niveau des conseils d'UER, sans qu'étudiants et chargés de TD puissent se mobiliser.

Dès maintenant on parle d'annuler la licence *« d'administrateur économique et sociale »* créée dans le cadre de la pluri-disciplinarité des DEUG alors que près de 150 étudiants s'apprêtent à passer l'examen. Dans les TD, chacun constate son impuissance, la présence fasciste empêchent « manu militari » ttoute prise de position.

Comment s'exprimer quand les militants du GUD, initiateurs du *« Comité pour la reprise des cours »*, patrouillent dans les couloirs, prêts à matraquer tout étudiant revendicatif ? Comment s'organiser quand une dizaine de nervis viennent vous chercher dans vos TD, vous traînant à terre et vous passant soigneusement à tabac ?

L'administration, quant à elle, emploie deux méthodes. La première consiste à argumenter qu'à Jussieu ou Censier les *« modérés »* ou l'extrême-droite sont régulièrement agressés par les gauchistes. La deuxième se concrétise par un renfort des effectifs de vigiles, Assas étant la faculté française en détenant le plus grand nombre. Ils s'interposent mollement contre les scènes de violence se déroulant dans le hall, priant les nervis de sortir le *« Bolch »* à tabasser sur le parvis, l'administration n'étant à cet endroit ni concernée ni responsable.

Le sommet sera atteint le vendredi 9 avril, après l'agression de Philippe Marrandat, à Aix, cet étudiant *« Modéré »* que nous identifions comme le responsable des commandos du GUD d'Aix-en-Provence. Ce jour-là, c'est une atmosphère de lynchage, de pogrom. Nous ne rentrons plus depuis ce jour dans la fac. Le jardin de Luxembourg est devenu dangereux. Le président de Paris II distribue des dérogations, promet encore et tojours d'intervenir.

Nous ne totalisons même plus les agressions qui sont choses courantes, passées dans les moeurs à Assas. L'UNEF-Renouveau interdite par décret du GUD est devenue inexistante. Quand au Comité de lutte, il reste clandestin. Le GAJ de Bodin et Jeanneau est au mieux avec le GUD de J.F. Santa Croce, Peninque, Pierre Bodin..., et s'illustre actuellement en lançant des grèves fantômes dont le but n'est pas tant l'abrogation de la réforme que la démission de *Berthold Goldman*, président de Paris II qui a le grand tort, aux yeux du GAJ, d'être juif et d'avoir engagé des poursuites disciplinaires de principe contre les militants nationalistes.

La situation est grave, le climat explosif. L'étudiant moyen a peur de s'aventurer dans le hall de la fac, une liste d'étudiants interdits de séjour est apposée sur le panneau du GUD. A la manifestation du 15 avril une centaine d'étudiants défilaient derrière la banderole Assas revendiquant la dissolution des groupes fascistes et l'abrogation du règlement intérieur. Une début de mobilisation antifasciste nait sur la fac. Aujourd'hui, 21 avril, le comité de lutte appelle à une assemblée générale à la fac du Panthéon.

Une fois de plus Assas sert de cobaye de fac exemplaire pour le gouvernement grâce à l'activisme des bandes armées du capital. Non à Assas, il n'y a pas que des fascistes et nous sortirons de ce « goulag : avec une mobilisation unitaire des étudiants, des chargés de TD, du personnel.

LYCEES

EN PREPARANT LES 22 ET 23 AVRIL

Le 15 avril, lors de la journée nationale de grève et manifestation dans l'Education nationale, la participation lycéenne aux manifestations fut l'élément véritablement nouveau. Ils étaient 15 000 à Paris avec les étudiants et des milliers d'autres en province. L'heure est maintenant à la coordination et à l'unification des luttes lycéennes contre les décrets Haby, un des maillons sur le voie de la grève générale de l'Education nationale. Deux dates importantes en ce sens cette semaine : jeudi 22 avril, la manifestation autonome et centrale des lycées de la région parisienne, dont l'exemple sera suivi dans d'autres villes ; et le lendemain, 23 avril, la rencontre nationale appelée par le coordination lycéenne parisienne (Rouge du 20 avril). Elle sera l'occasion d'un échange d'informations et d'une première centralisation des paltes-formes, des cahiers de revendications élaborés dans chaque établissement. Lors de cette rencontre se tiendra surtout une coordination nationale lycéenne, avec des délégués élus dans les lycées, qui discutera des perspectives, en particulier de l'apparition des lycéens le 1er mai.

— **grève hier**, dans la région parisienne, à Balzac, Mallarmé, Voltaire, St Louis. Sit-in sur le boulevard St Michel à 300, vers midi, des prépas réunies dans de lycée. Une coordinaion des prépas s'est tenue hier soir.

— **Antony**, le proviseur du lycée Descartes se réclamant du PCF, aime l'ordre moral. Après des **« 10 % sauvages »**, il a le 12 avril envoyé une lettre aux parents où l'on trouve les perles suivantes : **« rien d'étonnant à ce que les caractères les plus faibles n'aient pas pu (lors des 10 %) résister à la tentation d'un désordre paresseux »**, qualification des 10 % comme un **« refus de travail pompeusement déguisé »**, et menace sur les dossiers scolaires de vin d'année.

— **Le Mans**, quatre lycées en grève.

RECTIFICATIFS

Le texte de la motion votée lors de la coordination nationale étudiante de Toulouse et que *Rouge* a publié le 20 avril est en partie inexact. Résultat de maints amendements, le texte définitif est plus synthétique que le texte publié par *Rouge*, qui en a été la base de départ. Ce dernier, néanmoins, sur le fond, ne déforme pas les décisions de la coordination. Plus précisément, le texte que nous avons publié ne contenait pas la proposition de sz*comités de grève uniques étudiants, enseignants et personnels, le refus explicite de la fermeture des facs proposée par la direction du SNESup pour aujourd'hui*, et la *décision de défendre les manifestations par des SO élus en AG et contrôlés par les comités de grève*. Autant de points contenus dans le texte final. Notre erreur vient de la diffusion du texte inexact sous forme de tract à la fin de la coordination.

Par ailleurs nous regrettons, faute de place, de n'avoir pu publier le texte de la motion minoritaire.

vie quotidienne

A MARSEILLE « LE MERIDIONAL-LA FRANCE » EN PROCES CONTRE VINGT JOURNAUX !

LA PRESSE POURRIE SE REBIFFE !

Le Méridional
La Farce
PROCES
Calme et dignité
LES GAUCHISTES INONDENT "LE MERIDIONAL D'UNE " EDITION PIRATE
LES ATTENTATS RACISTES
LE MERIDIONAL
LE MERIDIONAL, LE JOURNAL EXTRA-LUCIDE

Le Méridional assignait hier en justice les éditeurs d'une édition pirate de ce grand quotidien de la droite provençale. Il y a trois ans, à l'heure des assassinats racistes dans le Sud de la France, *le Méridional* écrivait : « nous en avons assez ! Assez des voleurs algériens, assez des casseurs algériens, assez des trublions algériens, assez des syphilitiques algériens, assez des violeurs algériens, assez des proxénètes algériens, assez des tueurs algériens, assez des fous algériens ».

Cette campagne allait de pair avec celle d'un « comité de défense des Marseillais » dont — hasard — le siège se trouvait dans le local du *Front national*, avec comme responsables Berbérian, dirigeant d'*Ordre nouveau* et des candidats du *Front national*....

Des journaux et organisations de gauche et d'extrême-gauche avaient à cette occasion publié un numéro pirate du quotidien de Domenech qui dénonçait la campagne raciste.

Le Méridional demande 10 millions d'anciens francs de dommages et intérêts.

A cette occasion, le journal *La Criée* , le PSU, la LCR, Révolution et le collectif d'information sur la prison d'Arenc ont publié un nouveau numéro pirate qui dénonce *Le Méridional* comme porte-parole de l'extrême-droite et rappelle que la loi condamne le racisme.

● « Le procés a été renvoyé au 10 juin, en l'absence des plaignants. L'attitude du *Méridional* est surprenante, est-ce un recul ? »

YVELINES

LA REPRESSION FRAPPE LES SOLDATS... ET LE GENERAL FAIT LA SOURDE OREILLE !

La région de Versailles est un haut lieu de la répression militaire. Qu'on en juge d'après le palmarès des dernières semaines. A Vélizy-Villacoublay, deux soldats sont mis aux arrêts après la diffusion de la feuille *Nouvelles Bases*. A Versailles-Satory, au 5° R.G., les interrogatoires, fouilles, mutations, mesures d'intimidation se sont multipliées après la diffusion de *« Sapeur Majeur »* n° 6. Mais les sales coups de la hiérarchie ne s'arrêtent pas là. Ainsi, en février, une trentaine d'appelés, habillés en civil ont été embarqués en DC 8 à Roissy. La destination annoncée aux appelés était Djibouti. Les familles n'étaient pas prévenues. Les soldats ont dénoncé cette manœuvre. Seules réponses : brimades, sanctions...

« Cette répression insidieuse frappe des soldats de plus en plus conscients de leurs droits, souligne un tract unitaire diffusé dans la région ; « le combat que mènent aujourd'hui les soldats pour les libertés d'information, d'expression, d'association, pour de meilleures conditions de vie et de sécurité dans les casernes rappelle la situation des premiers militants qui se battaient dans les entreprises pour de meilleures conditions de vie et d'existence (...) Face au développement de cette politique répressive qui se manifeste aussi par des atteintes aux libertés dans l'entreprise et contre les travailleurs en lutte nous devons rester vigilants et unis ».

C'est ce souci d'unité qui a guidé de nombreuses initiatives locales de solidarité aux soldats réprimés. Parmi les organisations mobilisées contre l'arbitraire militaire on retrouve : les UL CFDT Versailles, St Cyr, Villacoublay, les sections CGT et CFDT du CII Vélizy et de l'INRA de Versailles, les sections SGEN et SNES de plusieurs lycées, la LCR, le CDA, le PS, le PSU-Versailles, la Ligue des droits de l'homme, Vie Nouvelle, la JOC.

Une demande d'explication sur la répression a été adressé sous forme de lettre ouverte au général Leborgne, commandant de la région militaire.

En voici quelques extraits :

« Mon Général,

Des sanctions ont été prises contre des appelés, dans les casernes de Versailles et des environs. (...) Les causes dont la presse s'est fait l'écho, ne nous paraissent pas justifier de telles mesures et nous aimerions avoir des explications à ce sujet.

Il est inadmissible que les citoyens qui réclament l'application de leurs droits, qui protestent contre les conditions psychologiques et matérielles qu'on leur impose, soient sanctionnés. (...)

Nous vous demandons de nous recevoir sans retard à ce sujet ».

Aux dernières nouvelles, le brave général fait toujours la sourde oreille. Qu'importe, au moment ou la répression dans les casernes se développe, où à nouveau des bruits insistants font état de nouvelles inculpations possibles dans le cadre de l'enquête menée par la Cour de Sûreté de l'Etat, des initiatives telles que celles des camarades des Yvelines sont exemplaires.

JF.V

TREVOUX

Licenciement d'un dangereux éducateur (suite)

Les heurts entre le patron de choc de l'*Arc en ciel* et le personnel de l'établissement ne datent pas d'hier. M. Raymond, a une conception toute particulière de la pédagogie et de « l'ordre » qui doivent présider au fonctionnement de son établissement. En chaque chose, il tranche et impose son véto. Pour lui, l'éducation, c'est du gardiennage. Au contraire, dans certaines unités, des éducateurs ont avancé une conception toute autre : ils s'efforcent d'élaborer avec les garçons dont ils s'occupent des règles de vie commune. Les garçons apprennent à vivre en autodiscipline... c'est ainsi que ces éducateurs définissent eux-mêmes cette pédagogie, tout à fait nouvelle à l'*Arc en ciel*. Pédagogie inacceptable pour la direction, comme l'illustre l'incident qui fut le prétexte du licenciement de Gérard Hubé.

En février, Gérard s'aperçoit qu'un garçon âgé de 16 ans, respire de l'éther. Il le met en garde contre les dangers de l'éther et lui propose d'en discuter de façon approfondie avec lui. Il en discute avec plusieurs de ses collègues, mais n'en informe pas la direction, convaincu que celle-ci s'empressera de trancher dans le vif sans tolérer qu'un traitement et une aide appropriés lui soient apportés *dans la cadre de l'établissement*. Mais le garçon lui-même raconte qu'il inhale de l'éther et la direction décide de l'hospitaliser. Lorsque Hubé le ramène à l'*Arc en ciel*, elle le renvoie : *« tu ne reviendras qu'après t'être fait soigner ».*

Le résultat est que ce garçon se trouve maintenant livré à lui-même et que les éducateurs n'ont plus les moyens de l'aider... La suite est connue : pour le raccompagner chez lui ; Hubé doit abandonner son unité et c'est alors que survient l'incident qui sert de prétexte à son renvoi.

Plus simple encore et plus expéditive est la conception de l'ordre de la direction lorsqu'il s'agit de simples ouvriers. Un employé de l'établissement, M. Truc, a reçu l'ordre de déguerpir dans *les meilleurs délais* sous prétexte qu'il n'y *« avait plus de travail »*.

Le patron était très à l'aise, un contrat de travail en bonne et due forme n'ayant pas été établi lors de l'embauche de M. Truc. Moyennant quoi, on lui refuse le licenciement pour cause économique (avec salaire à 90 % pendant un an). C'est que, voyez-vous décrète cyniquement le directeur, *« il ne faut pas fausser les statistiques nationales »* sur les licenciements économiques. En attendant, le fils du directeur, lycéen, vient à temps perdu travailler à l'entretien de l'établissement pour se faire de l'argent de poche. C'est beau l'esprit de famille...

Confronté à ces licenciements scandaleux qui font suite à une série incessante d'attaques contre le personnel depuis un an, une partie des éducateurs s'est mise en grève reconductible mi-mars. Le comité de grève et la section CFDT, malgré l'opposition de la CGT, a occupé les locaux d'une partie de l'établissement. Le 26 mars, les flics les ont chassés sur demande de la direction. Mais la lutte continue. Il faut aider les travailleurs de l'*Arc en ciel :*

Aide financière : Banque populaire de Trévoux 01600 Trévoux. Compte n° 72 03 0710 600. Monsieur Gatin-Favre (comité de grève Arc en ciel)

Pour tous renseignements : Gatin Pierre. Comité de grève Arc en Ciel. 01600 Trévoux. Tel : 15/74 00 05 70 aux heures de bureau.

TOULOUSE

L'ordre poursuit 13 médecins en justice

Alors qu'un conseiller de l'Ordre des médecins de la Seine est jugé pour une fraude fiscale portant sur plusieurs centaines de millions anciens, l'ordre de la Haute Garonne envoie 13 médecins au tribunal pour non-paiement de leurs cotisations de 1975.

Ces médecins appartiennent au « collectif-santé » qui, reprenant à l'échelle régionale l'initiative du Groupe Information Santé, recueillit en 1975 une cinquantaine de signatures au manifeste réclamant la suppression de l'ordre.

Après un long silence, l'Ordre convoque les médecins un par un devant le conseil régional, ils refusèrent dans une lettre ouverte de s'y rendre.

Les 13 ont fait circuler une pétition de soutien parmi les médecins hôspitaliers : elle a reçu 40 signatures d'agrégés et de chefs de clinique...

L'Ordre, hésitant à se servir de ses propres juridictions professionnelles, choisit le terrain pénal : les 13 seront jugés par un tribunal civil le 5 mai pour non-paiement de leurs cotisations.

La riposte du collectif-santé s'organise : il demande le soutien de la CGT et de la CFDT, prend contact avec les étudiants, organise une conférence de presse dans la semaine et un meeting avec le professeur Minkovsky le 28 avril.

Correspondant

● Le Groupe Santé de Lille communique :

« Les médecins... Les trusts pharmaceutiques font des affaires avec notre santé, faisons de la santé notre affaire. Brisons le silence qui pèse sur : les médicaments, l'hôpital, la contraception, l'avortement, le Tiers-payant, Sécurex.... ».

Projection du film « Le silence des organes » les 21, 24, et 26 avril. Débat.

MJC Marx Dormoy les 20, 21 avril,
Salle Salengro les 25, 26 avril,
MJC de Fives les 22, 23, 24 avril,
Wattignies le 2 mai.

Une rubrique « bouffe » dans Rouge, vous êtes pour ?

De notre correspondat à Nîmes :

La recette de la confiture à l'orange !

La rubrique « Vie quotidienne », ça doit parler de la bouffe, donc aussi de la façon de la faire... Alors, comme c'est la saison des confitures d'orange et que je viens de faire les miennes, je vous envoie « la » recette ; faites-en bon usage !

« C'est en mars ou avril qu'il faut faire la confiture à l'orange, avec des oranges à peau fine, genre sanguines et non traitées.

Le premier jour, il faut mettre les oranges à tremper dans une bassine, entières, pendant 24 h avec un citron par kg d'oranges.

Le deuxième jour, il faut couper le tout en rondelles très minces, et mettre à tremper dans le même poids d'eau pendant 24 h.

Le troisième jour, faire cuire le tout une bonne demi-heure, et laisser reposer 24 h.

Le quatrième jour, mettre un poids égal de sucre, faire cuire

jusqu'à ce que la confiture prenne un aspect brillant (environ 3/4 d'heures).

Mettre en pots. Quand la confiture est refroidie, couvrir de paraffine (s'achète en droguerie et se met à fondre, à feu doux dans une casserole). Fermer le pot avec de la cellophane. Pour une quantité de 3 kg d'oranges au départ, cela vous fait 9 ou 10 kg de confiture ».

l'homme des casernes

COMMUNIQUE DES APPELES DU 7° RC D'ARRAS.

● *Au 7e régiment de Chasseurs, un appelé du contingent 75/12 ; J.L. Baune, 21 ans, est mort écrasé sous la tourelle de son automitrailleuse qui s'est retournée à vitesse réduite. Fatalité ! Destin ! Telle est la version officielle.*

Pourtant, on peut se poser quelques questions :

— pourquoi notre camarade Baune était-il chef de voiture, poste réglementairement confié à un sous-officier expérimenté qui poséde au moins le permis ? Pourquoi n'y avait-il aucun gradé ?

— pourquoi un pneu, sinon deux, était-il lisse (l'AML a dérapé avant de se retourner) ?

Ce n'est pas le premier accident au 7ème R.C. Une fois de plus on a fait prendre à des appelés des risques qui provoquent des tragédies.

Procès de Gerard Perdreau

● Gerard Perdreau, inculpé pour renvoi de son livret militaire comparait aujourd'hui devant le tribunal de grande instance de Nancy, à 10 h. Il serait sympa d'aller le soutenir.

Au nom de la loi

● Des enseignants du CES de Sézanne nous font parvenir le communiqué suivant :

Le 8 avril au matin, alors qu'il arrive à son travail comme à l'habitude, Alain Lamotte, professeur à Sézanne, est attendu au lycée par les gendarmes. Ils sont venus l'arrêter. Ce jour-là, la machine fonctionne à merveille. Miracle de synchronisation de l'Education nationale avec le Ministère des armées et les différentes administrations. Alain va partir, une remplaçante est déjà là, pour le grand bien des élèves, qui ne perdront pas le bénéfice d'une seule minute de cours, et se sentiront moins tentés par quelque action « irresponsable ». On aurait toutes raisons de se réjouir, et surtout de s'étonner, s'il ne s'agissait d'un fait très grave : le transfert manu militari de notre collègue à la prison militaire de Metz, et son jugement prochain par les tribunaux permanents des forces armées, juridictions parallèles dans nos bonnes institutions républicaines, pour « insoumission » (...)

Notre ami Alain Lamotte a entamé dès le jour de son arrestation une grève de la faim. Nous connaissons sa détermination et craignons pour sa santé, voire pour sa vie.

Nous faisons tout ce qui est en notre pouvoir, dans le cadre de la légalité, pour obtenir sa libération prochaine. Nous nous adressons particulièrement à Monsieur le juge d'instruction Resnikow, pour qu'il intercède en sa faveur.

Nous appelons l'intelligence et la bonne volonté au secours. Toute correspondance : M. Archambault, professeur au lycée de la Fontaine du Vé, 51120 Sézanne.

culture

des fleurs et des pavés

théatre

au Biothéâtre opéra : 7, rue Louis le Grand. Paris 2°.

LES BERCEUSES D'ORAGE

par les Mirabelles

Le rideau ne se lève pas, nous sommes-là en intrus, avant que la fête commence. Les Mirabelles sont là devant nous, elles se maquillent derrière leurs glaces, les costumes de scène rangés dans les penderies. Il fait noir, seules de petites ampoules brillent comme des guirlandes...Rappelez-vous **Les clowns** de Fellini : il y a le même éblouissement des feux de la rampe et la lumière cruelle des tables de démaquillage. L'illusion de tout spectacle : l'apparence et la réalité.

Les Mirabelles ne sont pas vraiment des travestis ; en inversant les signes du masculin et du féminin, elles ne recherchent pas l'équivoque facile des cabarets minables. Le travesti est pour elles un artifice, comme le masque, un raccourci vers le spectateur. Le travesti est aussi une distance par rapport au réel : comme Arlequin ou les personnages de la Commedia d'ell arte, il se moque de la vie.

Il n'y a pas d'histoire, ni de personnages ; les Mirabelles changent de rôle et de sexe comme de chemise : tantôt, c'est l'une qui se projette au devant de la scène, une fois, c'est l'autre ou alors toutes ensemble. Mais ce ne sont jamais de numéros individuels, chaque Mirabelle tient sa place dans la participation : la petite musique de chambre qui se joue dans notre tête à tous (nos phantasmes, la vie, l'espoir, l'amour, la mort...)

Les Berceuses d'orage, c'est aussi une « comédie musicale » qui fait ressortir l'extrême banalité et en même temps la solitude amère des chansons « populaires ». Ici tout se mêle : Debussy, la chanson américaine, le blues...Et, ce qui ne gâte rien, les Mirabelles chantent très bien !

J.M Masson

livres

Aubier-Flammarion. coll. Digraphe. 30 F.

PAYSAGE DE RUINES AVEC PERSONNAGES

de Danielle Sallenave

« Comme il faut que l'on digère l'ancien pour comprendre le nouveau » Danielle Sallenave nous conduit dans un long parcours à travers les « ruines » de la culture occidentale.

Ruines et restes de l'histoire : fragments d'architectures, d'outils d'os, boîtes et tombeaux, fresques baroques, statues de dieux oubliés (Italie, Grèce) vestiges d'anciens modes de production que l'écriture de D.S traite en archéologue.

Désenfouissement des archives de l'histoire dont notre mémoire et notre corps porte l'inscription : « L'intérieur de notre mémoire comme une crypte tapissée d'ex-votos de porte-bouquets de plaques commémoratives » (...) « l'ensemble monumental du corps n'est plus que le lieu ancestral des archives ».

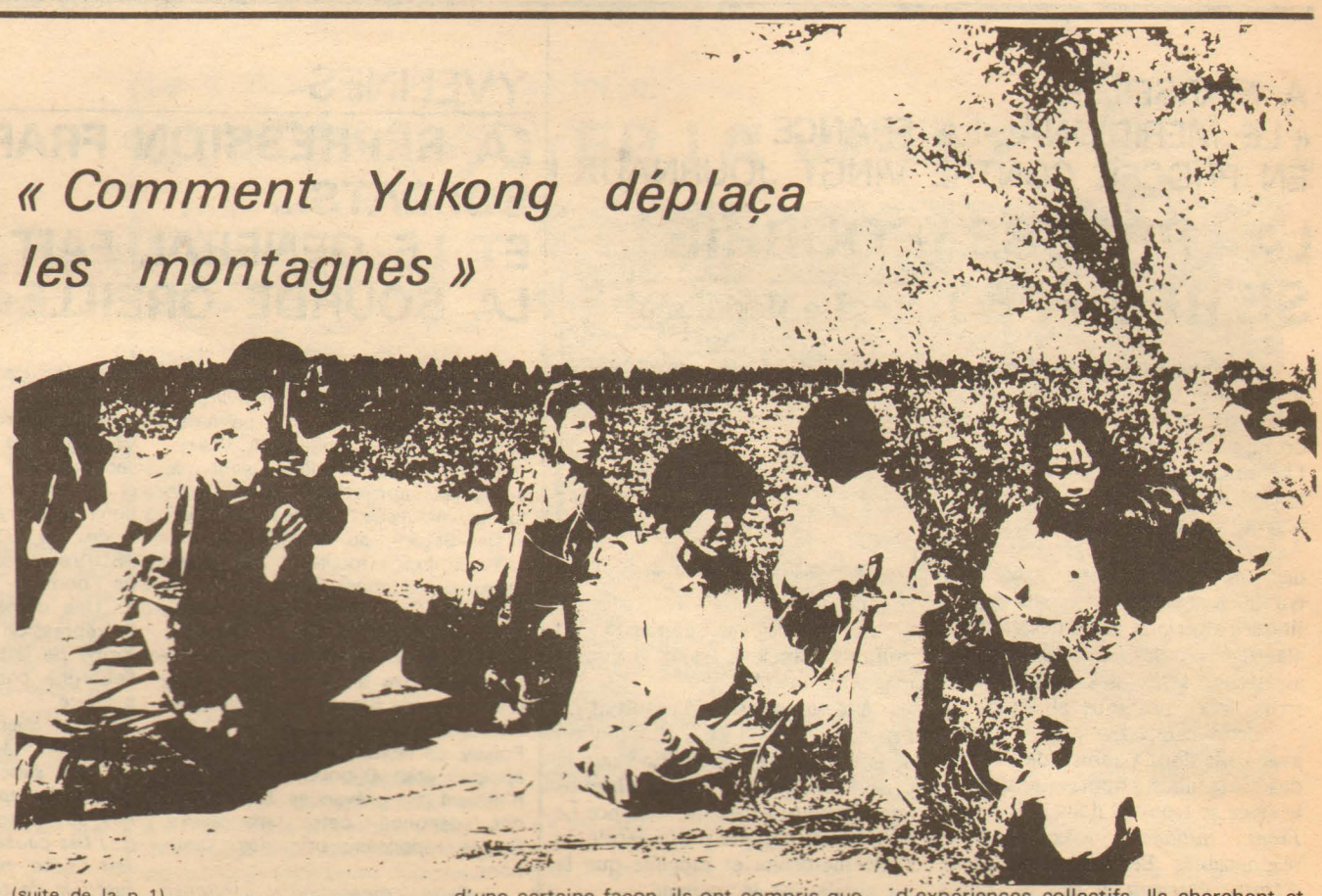
Car la méditation sur les ruines la « rumination des restes » est aussi méditation sur nous-mêmes, notre conscience actuelle dans son tribut à l'histoire des rapports sociaux et dans laquelle le langage, mémoire des morts dans les mots, dans son efficace ne saurait être exclu. Ce que par ailleurs, Marx dans un geste très « moderne » avait déjà compris : « le langage est aussi vieux que la conscience — le langage **est** la conscience réelle, pratique ».

Le sujet « narrateur » de ce livre est donc un sujet « pluriel ». Son imaginaire un musée. Non pas la fantaisie individuelle, ni la description « objective », mais un discours proche de celui de l'analysant dont les traces mnésiques seraient à la fois, et au delà de l'opposition, individuelles et collectives, présentes et passées. « mots qui font retour et affleurent comme un rêve consistant (...) mot que l'on laisse enfin venir et remonter les ruelles en pente douce le long des murs de pierres apparentes non cimentées où poussent des giroflées sauvages ».

Ruines avec personnages : tous les « corps lovés dans l'épaisseur fuligineuse de l'histoire », « corps torturés et brûlés », l'esclave, le fou, la sorcière, le prolétaire : « les léproseries de Chypre, les tréfileries du Havre, les mines d'or de la Haute Egypte où mouraient dit-on cent esclaves par jour(...) et sur la tombe des mineurs morts à quarante ans crachant du sang noir mêlé de poussière. Tout ce très beau livre nous rappelant la *Cicatrice* que porte sur son corps chaque révolutionnaire ; la marque de l'énorme masse des exploités disparus dont la révolution devient après « le long détour » par la mémoire et les mots « le plus court retour » sur la scène de l'histoire.

Wunderblock

« Comment Yukong déplaça les montagnes »



(suite de la p 1)

Nous pensions réaliser un film de synthèse et nous avons commencé à filmer avec l'idée de retrouver au montage ce film de synthèse. Mais nous nous sommes très vite rendu compte que c'était en contradiction formelle avec la méthode de tournage, que le matériel résistait, et que si l'on essayait de faire des rapprochements de lieux ou de thèmes, les personnages perdaient toute leur consistance, devenaient comme des marionettes sur l'écran et perdaient cette qualité fondamentale, émotionnelle que le spectateur reçoit quand il a la possibilité de pénétrer les choses, de se laisser prendre par le rythme du temps, de la vie et par la personnalité des individus.

C'est ainsi que nous avons réalisé un film qui, loin d'être un reportage -ce qui aurait été un film de synthèse- est proche du film de fiction, dans la mesure où il y a des personnages qui prennent forme. Nous ne voulions surtout pas faire un film didactique.

Quels critères aviez-vous pour sélectionner les thèmes, les personnages, les lieux ?

Eh bien prenons l'exemple des réunions, celles du comité du parti et la réunion de critique. Elles ont duré, mettons trois heures ; mais il s'en dégageait très nettement, très facilement une ligne générale, qui était celle d'un feu roulant de critiques vis-à-vis de la direction. C'était alors de ça qu'il fallait rendre compte, en choisissant parmi la succession d'interventions de 5 minutes de chaque ouvrier, toutes sur le même thème, celles qui était le plus compréhensibles -parce que certaines portaient sur des problèmes très techniques. Pour la réunion du comité du parti, il ressortait tout aussi nettement qu'ils pataugeaient, qu'ils n'avaient pas de décisions toutes faites, qu'ils s'interdisaient de prendre de grandes décisions politiques à ce stade du problème.

Au début, on a craint d'avoir à faire de l'auto-censure. En fait, ça ne s'est jamais produit, pour une raison très simple : jamais les choses n'étaient ambigues, c'était clair.

Comment avez-vous obtenu la confiance qui est sensible dans tout le film ?

D'abord l'amitié n'est pas tombée du ciel. Elle est liée à 40 ans d'histoire d'Ivens et de Loridan. Les gens savaient qu'il y avait une amitié politique, qu'on n'allait pas les trahir.

La deuxième raison, je crois, c'était notre comportement. Nous avions le respect des autres, profond, réel. Quand nous ne comprenions pas, nous demandions qu'on nous le répète, nous ne faisions pas semblant de tout savoir. De ce point de vue là, d'ailleurs, les Chinois n'ont cessé de nous donner une leçon» Dans les rapports qu'ils ont entre eux;, dans la vie quotidienne, ils ont une façon de se comporter qui est une constante et grande leçon d'humilité. Et je crois que, d'une certaine façon, ils ont compris que ce film n'existerait que s'il était leur film.

Un aspect étonnant, c'est qu'ils ne jouaient pas (qu'ils ne jouent pas). Ils ne se conformaient pas à un modèle idéologique, ils n'essayaient pas d'apparaître à tout prix comme de bons communistes. S'ils ont des désaccords il le disent, y compris dans le film, devant la caméra. Par exemple, dans la pharmacie, il y a Liu, ce garçon d'une trentaine d'années à lunettes : bon, il semble concentrer sur lui une bonne dose de ce qui n'est pas idéologiquement correct ! Et pourtant, maintient son point de vue, il argumente, alors qu'il sait qu'il est filmé. Parce que c'est ce qu'il pense, parce qu'il est nature.

Sur l'usine, quelles sont les formes d'organisation des ouvriers par rapport au parti ?

Il y a toujours un syndicat et la Ligue de la jeunesse.

Dans l'usine, quels sont les modes de regroupements des ouvriers pour protester, poser leur revendications, etc ?

Un atelier est divisé en sections. Dans un atelier de quatre à cinq cent personnes, par exemple, il y a des sections de quatre-vingt personnes. Et chaque section est divisée en groupes. Chaque groupe est constitué de dix à vingt ouvrier. Et chacun de ces ouvriers a des responsabilités : d'intendance, de comptabilité, de conditions de vie, etc. Et ceux qui n'ont pas de poste direct sont élus par les ouvriers, d'autres sont suppléants. Tous sont responsables.

Et c'est l'ensemble des ouvriers qui désigne chacun y compris le chef de section. Dans un atelier où nous sommes passés, il y avait sept ou huit mois que des discussions étaient en cours dans l'usine. Parce qu'un chef de section avait été proposé par le comité de parti de l'atelier et que le groupe n'en voulait pas. Depuis sept ou huit moins il n'y avait donc personne.

Dans le film apparaissent deux groupes très distincts : celui des ouvriers et delui des cadres. Si les cadres disent souvent : « Oui, on n'est pas assez à l'écoute des masses » et les ouvriers : « Les cadres ne s'occupent pas assez de nos problèmes », on ne voit pas très bien comment se fait la liaison ?

Il est difficile de répondre globalement. Ça dépend des usines, des endroits. Il n'y a pas de trucs organisationnels pour régler ce genre de problèmes. C'est très confus, très variable. Une seule chose est certaine : il n'y a pas de général en chef. Ce qui compte, c'est ce qu'il y a dans la tête des gens, qu'ils aient le courage de se révolter, de s'opposer. On dit en Chine que la révolution culturelle a fait découvrir le tâtonnement socialiste. Chaque usine, chaque lycée fait son expérience et il y a des réunions d'usines, de lycées qui font des bilans d'expériences collectifs. Ils cherchent et ce qui est extraordinaire, c'est qu'ils cherchent en essayant de se libérer totalement l'esprit : le grand slogan, c'est : « brisons les mythes et libérons l'esprit ». Et cette recherche, ce n'est pas dans le but de trouver un idéal, de le stabiliser, comme on peut le faire chez nous. C'est ensuite de nouveau la vie et on cherche et on trouve autre chose. Le parti c'est la même chose. Le parti c'est quelque chose qui n'est pas une fin en soi, c'est un outil pour transformer la réalité, si l'outil est mauvais, il faut le jeter, il faut le changer.

Mais comment cela se passe-t-il si les cadres, en toute bonne foi, n'arrivent pas à être convaincus qu'ils ont tort, s'ils pensent que les critiques qui leur sont adressées sont, en fait dues à un manque d'expérience des ouvriers. Quels recours ont alors les travailleurs ?

Et bien, ou la contradiction se résoud simplement après discussions et discussions, ou bien elle ne se résoud pas, elle enfle, elle enfle, elle devient de plus en plus antagoniquen jusqu'à la rupture, jusqu'au conflit. En outre, en Chine, tout communiste a le droit de s'adresser aux plus hautes instances, en court-circuitant les échelons intermédiaires. Et c'est ce qui passe. Quand il y a quelque chose de grave, il y en a toujours un qui écrit, c'est clair. Prenez l'exemple de ce jeune qui avait été choisi pour aller à l'université et qui devait passer des examens. Il a écrit une lettre pour protester contre la forme des examens. Il a été le seul d'ailleurs. Il a rendu une page blanche en expliquant pourquoi : il faisait du travail manuel depuis deux ans dans une brigade de production et les paysans l'ont désigné - il avait même des responsabilités dans cette brigade- pour aller à l'université . « Moi je travaille 18 h par jour dans la commune. Ça fait deux ans que j'ai abandonné mes études même si j'ai travaillé de mon côté pour ne pas perdre ce que j'avais acquis, il est matériellement impossible à quelqu'un qui travaille comme moi de pouvoir passer des examens qui sont exactement les mêmes que ceux d'avant la révolution culturelle. Je voudrais bien savoir ce qui a changé » (il envoyé une lettre extrêmement polie, extrêmement émouvante - je l'ai gardée). Il l'a adressée au professeur en disant qu'il rendait sa page blanche, qu'après tout il aimait beaucoup sa brigade de production, qu'il était triste de décevoir les masses mais qu'il n'irait pas à l'université. Cette lettre a été envoyée au président Mao et aux professeurs. Parmi ceux-ci, l'un d'entre eux s'est rendu compte qu'il y avait un grand problème. Elle a été publiée dans tous les journaux de Chine comme exemple. Vous voyez donc que c'est possible. Le problème c'est d'avoir l'audace d'oser... d'utiliser ces méthodes. Ceci dit les dirigeants peuvent ne pas être très bien. J'ai posé la question à des ouvriers de cette usine de générateurs : « est-ce qu'il faut balancer les dirigeants ? » Ils disent, non : « si on en met d'autres, ce sera pareil. Ce

culture

Entretien avec Joris Ivens et Marceline Loridan

qu'il faut c'est que les dirigeants se transforment. Il faut les aider à reconnaître leurs erreurs. Et on oublie tout, on en tire les leçons et on s'unit pour continuer. Tout le monde a dans la tête une routine, des habitudes acquises par des millénaires. « Tout n'est pas conscient chez un homme il ne peut faire du volontarisme à longueur de journée et quelquefois sur un point il est complétement réactionnaire et il ne peut pas s'en rendre compte. C'est cette règle (pratiquement) qui crée ce climat : c'est capital.

Pourtant il y a un moment où les têtes tombent ?

Oui. En haut. Mais pas physiquement. On ne liquide pas. C'est vrai quand la lutte de classes, quand les divergeances se cristallisent dans une ligne, il y a une lutte fondamentale qui s'inscrit dans le développement de la société vers le communisme. Alors là...

Justement ce qui surprend c'est la réalité un peu figée, uniformisée présentée dans la presse et la réalité de la complexité des rapports que montre le film. Tout le côté vivant que d'ordinaire on ne perçoit pas. Quelle liaison y a-t-il entre ce qui se passe au sommet de l'Etat, du parti etc, qui semble assez méconnu par les chinois et la base où existe une certaine démocratie ouvrière ?

Il ne peut y avoir de démocratie ouvrière à la base si elle n'existe pas dans les rapports entre le sommet et la base. Prenons un exemple : la constitution a été discutée par tout le peuple chinois pendant longtemps.

Il y a une discussion à la base, pratique commune entre les gens qui travaillent ensemble. Les opinions se clarifient au cours du débat. C'est plus facile d'avoir une vue claire sur ce que l'on connait que ce sur que l'on ne connait pas directement. Prenons l'exemple de l'université. Si tel ministre, tel fonctionnaire dans une discussion à l'universitw, prend telle position certains éléments les plus conscients peuvent se poser des problèmes, penser qu'ils ne sont pas d'accord et le dire. Le droit, le fait d'oser aller à contre-courant est très important. Dans la masse du peuple il y a des gens à gauche d'avant-garde, la masse des gens au milieu et une petite minorité vraiment réactionnaire. Quand la gauche s'exprime elle a le devoir d'entraîner cette majorité. Quand la droite s'exprime, elle cherche à le faire aussi. Evidemment si on n'a pas eu directement affaire à Teng Hsiao Ping, les seules preuves solides c'est ce qu'il a dit, qu'il a fait, mais les 800 millions de chinois n'étaient pas là à l'écouter. C'est là qu'il y a contradiction. Finalement on ne sait pas par quels canaux, mais tout se sait en Chine.

Cette soif d'études est-elle générale en Chine ?

C'est une tendance généralisée, depuis la chute de Lin Piao. Il avait institutionnalisé le formalisme. Il disait : « ce n'est pas la peine d'étudier Marx, Lénine. C'est du passé. Il faut s'en tenir à Mao et le contempler » (il l'a écrit).

Il y a aussi le problème de la sexualité.

La vie sexuelle des chinois est différente de ce que l'on suppose. Mais ils n'en parlent pas, jamais. C'est une chose secrète, une chose sale aussi. Il faut attribuer ce silence à Confucius. Notre traducteur avait une petite fille de 6 ou 7 ans qui était malade. Elle avait des démangeaisons. Je lui ai demandé où elle avait ces démangeaisons, et il n'a répondu : « aux parties honteuses » ! Je me suis étonnée et lui ai demandé si ces termes correspondaient à une formule chinoise. Il m'a alors précisé qu'il avait lu cette expression dans un livre de français ! Cela dit, pendant la révolution culturelle, il y a eu beaucoup de relations libres entre les gardes rouges.
Quant au mariage, il a un rôle social. On se marie tard, mais si , à 29 ou 30 ans, un homme ou une femme n'est pas marié, il y a autour d'eux une sorte de conspiration : leurs camarades s'arrangent pour qu'ils aient l'occasion de faire des rencontres. Et aussi on divorce très facilement. Une amie a divorcé parce que son mari ne voulait pas qu'elle travaille.

Dans les débats avec les spectateurs, il y a quand même des problèmes qui sont soulevés. Et notamment celui de la politique internationale, dont il n'est pas question dans les films.

On aurait pu filmer des discussions où les chinois parlent de la situation internationale. Mais nous avons évité les sujets d'ordre général, on ne savait pas comment les faire venir. S'il y avait eu des faits concrets, intégrés à la rue...

Comment se passe la diffusion de vos films ?

Nous sommes soumis aux impératifs de production d'un film classique. Les frais ont été considérables. Nous avons fait le choix de ce film, dans le but de toucher le plus de monde possible. Nous avons donc du envisager une diffusion commerciale. On a essayé d'obtenir de grands distributeurs pouu ne pas sortir uniquement dans les salles du Quartier Latin. Les gens ont eu une réaction d'hostilité de classe et... ils n'ont pas vu qu'ils pouvaient faire de l'argent. Notre idée était de sortir dans les salles d'un cinéma multisalles, mais les grands diffuseurs n'ont pas voulu. Finalement c'est donc un diffuseur indépendant qui l'a sorti au Quartier Latin. Aujourd'hui les salles commencent à vouloir les films. L'autre idée, c'est de passer à la télévision. Nous n'avons pas voulu tenter une diffusion militante, car elle nous paraît contradictoire avec une diffusion normale.

Mais avez-vous l'intention de l'essayer dans un deuxième temps ?

Oui, bien sûr, et sans exclusive. Nous souhaitions que le débat s'instaure dès la sortie du film.

Il fallait provoquer Etiemble...

Et Peyrefitte, et Vienet... Les sinologues... Mais face à ces films, les gens n'attaquent pas. On a eu un grand succès de presse, mais vide.

télévision

TF 1

18.15 **A la bonne heure.**
Les jeunes et la moto : la sécurité. Est-ce qu'on nous dira enfin que la plupart des casques « intégraux » qui prolifèrent sur le marché sont de la merde ?

20.00 **Journal.**

20.30 **La jalousie, une pièce de Sacha Guitry avec Daniel Gélin, etc...**
Guitry, c'est le moins mauvais des écrivains de boulevard mais aussi le plus mysogine !

22.00 **Médicale : les deux premières années de la vie.**
L'émission d'Igor Barrère, Pierre Desgraupes, Etienne Lalou
Le développement affectif de l'enfant, par les problèmes sociaux, économiques, idéologiques (crèches, « amour maternel ») qu'il soulève, remet en question l'ensemble de la société. L'émission de ce soir n'est peut-être pas aussi explicite dans ses conclusions, mais elle invite à la discussion.

A 2

16.20 **Un sur cinq.**
Une émission d'Armand Jammot. Avec un reportage sur la foire du trône : les enfants ont-ils encore le sens de la fête ? Avec cette débauche de fric et de marchands, çà serait bien étonnant !

20.00 **Journal.**

21.30 **C'est-à-dire.**
Magazine d'actualité de Georges Leroy, avec ce soir Robert Hossein, etc...
Le metteur en scène de la « prodigieuse aventure du cuirassé Potemkine » (Eisenstein revu et corrigé par Hollywood) expose son point de vue sur la culture.

FR 3

18.10 **Points de repères.**
Sur le développement du « kit ». Ou comment construire soi-même son clavecin, son bateau, sa maison, bref, tout quoi !

20.30 **Les lavandes et le réseda.**
Une dramatique de Jean Prat. Avec Georges Claisse, william Sabatier.
Un village du midi à l'heure allemande : l'accent de Pagnol et deux soldats « vert-de-gris » qui, au retour de Russie, semblent goûter les charmes de la Provence...

22.00 **Journal.**

Cette année, la semaine de la pensée marxiste et les trois jours du livre marxiste sont jumelés. Organisée par le Comité central du PCF, le Centre d'études et de recherches marxistes et le Centre de diffusion du livre et de la presse, ces deux manifestations ont pour thème central la liberté et se proposent de peindre la vaste fresque du « socialisme aux couleurs de la France ».

Mercredi 21 avril, Mutualité (salle A, 20 h 30) : « Marxisme et Liberté », avec Texier, Sève, Hincker et, pour la contradiction, le théologien Devaux et le père Valadier.

Jeudi 22 avril, Mutualité (salle B, 20 h 30) : « Travail et Liberté », avec Colpin, Herzog et Moynot de la CGT.

Vendredi 23 avril à la Bastille (20 h 30) : « Les communistes créateurs de liberté ». Avec Besse, Marchais, Malberg

Samedi 24 avril à la Bastille (20 h 30) : « Socialisme et liberté », avec Juquin et Elleinstein.

Vendredi 23 à 14 h : ouverture de la vente, 14 h 15 : interview de Ludmilla Zak à propos de *Des Français dans la révolution d'Octobre*. rencontre à propos de *Positions* de Louis Althuser, il discutera avec Sève et ils trouveront peut-être quelque chose à se dire, 16 h 30 : interview de Jean Flavien et André Lajoinie à propos de *L'Agriculture dans les pays socialistes d'Europe* : 17 h : interview d'Elizabeth Guibert à propos de *Les voies idéologiques de la Révolution française*, 18 H : débat : besoins populaires. Crise et financement.

Dans l'objectif

PROVINCES

CAEN

● Le cinéma Lux organise jusqu'au début de la semaine prochaine une semaine du cinéma bulgare ; ce mercredi à 19 h 15 **Le dernier été**, de Christo Christov ouvrira le feu.

GRENOBLE

♦ A la Maison de la Culture, une excellente pièce dont Rouge a déjà beaucoup parlé : « Loin d'Hagondage » par la comédie de Caen à 20h 45. 11 F pour les adhérents, mais 20 F pour les autres.

LYON

● Au grand auditorium de l'INSA à 21 h 00 se produiront sous le patronage de l'AGEL-UNEF Robert Grange, Alain Bert et Jean-Noël-Debard, artistes lyonnais.

PETIT-QUEVILLY

● Au théâtre Maxime Gorki à 20 h 30 **Le chant des bulldozers** d'Ivan Vanesco (en présence de l'auteur).
Un fait divers est à l'origine de cette pièce.

AVIGNON

● A la MJC Croix des oiseaux de 18 h 00 à 24 h 00 se déroulera une soirée de soutien à l'ASTI (Association de soutien aux travailleurs immigrésG. Buffet, expon filmn musique. Participation aux frais : 10F.

RENNES

● Le programme se renouvelle au cinéma de la maison de la culture ; aujourd'hui et demain un film d'Eric Rohmer : **Le genou de Claire;**
(14 h 30, 17 h 30, 20 h00et 22 h 00)

BANLIEUE

AUBERVILLIERS

● Deux films ce soir au « studio » de la Commune : **La flûte enchantée** d'Ingmar Bergman (20 h 00) et **Du sang pour Dracula** de Paul Morrissey.

CRETEIL

● Maison des arts et de la culture : un bon film cet aprés-midi (14 h 00) : **Tramp, tramp, tramp** d'Harry Edwards (1926). En toile de fond la grande crise économique qui se profile et sur lrécran un petit bonhomme un peu lunaire qui vacille sans cesse entre le cauchemard et l'éclat de rire.

PARIS

THEATRE

● « Si quelqu'un doit gagner, c'est moi, si quelqu'un doit crever, c'est toi », écrivait Bertold Brecht. 45 mn de compétition entre la vie et la mort : c'est celœa **Football song** ou **Le dernier sorti fermera la porte.** La pièce est présentée par le théâtre de l'Unité à 18 hOO à la MJC des Deux Portes — 46 rue Louis Lumière — 75020

♦ Toujours les ballets Félix Blaska au théâtre de la Ville ; 18 h 30 — Pl : 10 F 50

rouge

PORTUGAL

LA CAMPAGNE ELECTORALE DU PARTI COMMUNISTE PORTUGAIS

D'ABANDONS EN ABANDONS

Lisbonne, le 20 avril,
De notre envoyé spécial

Le Parti communiste portugais, au cours de cette campagne électorale, ne manque pas une occasion de réaffirmer qu'il est un parti d'ordre Au début du mois d'avril, la commission politique du PCP qualifiait les activités des révolutionnaires dans le mouvement ouvrier de : *« tentative d'utiliser le mécontentement, les problèmes et les justes revendications des travailleurs pour provoquer avant l'ouverture de la campagne électorale une vague de grèves et d'importantes perturbations des services essentiels à la vie du pays »*.

Mais cette attitude responsable, le PCP la revendique surtout à propos de la constitution et des militaires. Helena da Costa, membre du comité central du PCP, nous explique au cours d'un entretien, d'emblée, que la constitution garantit toutes les libertés démocratiques, le contrôle ouvrier, les nationalisations et définit le passage au socialisme comme un objectif de la république portugaise, c'est *« la constitution la plus progressiste d'Europe »*. Mais est-elle si progressiste, cette constitution qui fixe le cadre d'un exécutif fort où le président de la République détient des prérogatives, comme le droit de veto sur les lois, le droit de dissoudre l'assemblée, qu'aucun chef d'Etat en Europe occidentale ne possède ?

Quant aux perspectives au cas où l'assemblée aurait une majorité de gauche et où le président de la République serait un militaire « musclé » comme Ramalho Eanes ? Helena da Costa reconnait que la question vaut d'être posée, mais que l'hypotèse d'une candidature de Ramalho Eanes, impulsée par la droite, n'est pas invraisemblable. Plus, elle évoquera une certaine tentative, faite il y a quelques semaines, pour préparer le retour et la candidature de Spinola. *« Le Parti communiste portugais a perçu que le présidentialisme de cette constitution était un de ses gros problèmes. Nous avons demandé que le président de la République ait plus d'autorité que de pouvoir »*. Cela n'a pas été suivi d'effet. Néanmoins *« Le PCP considère le vote de cette constitution comme une victoire »*. D'éventuels conflits entre une majorité parlementaire de gauche et un président de la République de droite ? *« La question n'est pas là, pour nous, le grand danger, c'est le 25 avril, c'est le résultat des élections législatives »*.

Le PCP continue de pleurer sur la fin prématurée du Mouvement des forces armées *« l'avant-garde des militaires »*. *« Toutes les divergences au sein du Mouvement des forces armées ne devaient pas séparer les hommes du 25 avril »*. *« Le drame du 25 novembre »*, c'est que les militaires ont cherché à établir des alliances avec des partis, notamment les partis de la droite, ou des groupes « irresponsables » de l'extrême-gauche. *« Les militaires étaient plus proches les uns des autres que les forces politiques avec lesquelles ils se sont alliés »*.

Néanmoins, le PCP tire un bilan positif de l'action du Conseil de la révolution depuis les événements de novembre 1975, en expliquant que c'est là que l'offensive de la droite, civile et militaire, a été bloquée. Même si parfois malheureusement *« le Conseil de la révolution n'est pas avec les organisations ouvrières »*. Le PCP veut à tout prix préserver l'unité des militaires, même si les oppositions qui existent entre les partisans de Melo Antunes et la droite militaire incarnée par Ramalho Eanes, Pires Veloso et Morais e Silva (respectivement chef d'état-major des forces armées, chef d'état-major de la région militaire Nord, chef d'état-major des forces aériennes) sont un secret de polichinelle. Au PC, on reconnait que *« la droite, en cas de victoire électorale de la gauche, ne va pas se laisser faire et va tenter un coup »*.

Dans cette campagne électorale, le PCP déserte le front social. Dans la bataille contre le « golpisme » et la bataille contre les institutions, nous avons vu à quelle bataille il se dérobait. Sur le terrain électoral proprement dit, le PCP est « seul ». A cause de l'offensive de la droite. Dans certaines régions du Nord, les militants du PCP sont contraints à la clandestinité. *« La principale différence avec la période du fascisme, c'est que dans ces régions, nos militants ne risquent pas la prison et la torture »*. Aussi la campagne donne-t-elle l'impression de tourner en rond, géographiquement, dans le réduit du Sud du Tage. La campagne du PCP tourne en rond géographiquement, mais aussi politiquement. Le PCP a décidé de jouer la carte du réalisme, mais d'un réalisme défensif : *« Le PS affirme qu'il gouvernera seul. Or le PS n'aura pas la majorité. Il devra donc chercher des alliances. Après les élections du 25 avril, il y aura 4 formules de gouvernement possibles : un gouvernement CDS-PPD, un gouvernement CDS-PPD-PS, un gouvernement PPD-PS ou un gouvernement PS-PC. Seul un gouvernement PS-PC serait de gauche. Puisque le PS ne s'est pas décidé, c'est en votant PC que vous votez à coup sûr à gauche »*(Discours d'Alvaro Cunhal au meeting du Campo Pequeno).

Ce langage du réalisme, le PCP l'emploie aussi à gauche en expliquant que « Les votes divisés sont des votes perdus » ce qui ne l'empêche pas de penser que l'UDP (Union démocratique populaire, maoiste) va accroitre son score et peut-être même avoir quelques députés supplémentaires.

Traumatisé par 18 mois de sectarisme, de larges secteurs de la classe ouvrière attendent pour juger de la sincérité du cours unitaire du PCP, de pouvoir apprécier sur pièces. Il est clair que l'attitude du PCP sur la démocratie syndicale, le principal point d'achoppement entre les militants du PS et du PCP, sera un test décisif.

La principale pierre de touche de l'unité entre le PCP et le PS sera l'évolution des rapports entre le PCP et le mouvement communiste international.

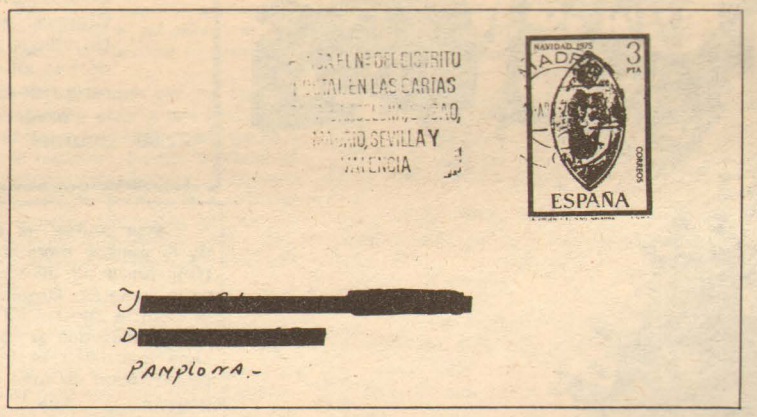
Helena da Costa, qui est aussi responsable de la section internationale du PCP explique la démarche de son parti en la matière : quand la droite utilise Sakharov, Soljenytsine, des films sur l'existence de camps de concentration en URSS, pas question de répondre, car on ne discute pas des questions du socialisme avec la bourgeoisie. *« Mais ce sont des questions qui peuvent être débattues avec nos alliés, actuels ou potentiels, par exemple avec nos amis socialistes. »*

Pourtant le PCP a refusé la proposition du PS portugais de réunir une conférence commune des PC et des PS d'Europe méditerrannéenne, c'est à dire d'Italie, de France , d'Espagne et du Portugal, pour débattre des formes de passage au socialisme.

Surtout en ce qui concerne l'évolution du mouvement communiste international, la direction du PCP se veut « rétrograde » : *ne pas donner de prétextes aux campagnes de la bourgeoisie »*. C'est pourquoi est réaffirmé le principe de « charbonnier est maitre chez lui » : si les partis communistes italien et espagnol ont crû devoir intervenir sur la conduite du PCP, le PCP, lui, se gardera de porter des jugements sur la politique des PC italien et espagnol. *« De même si nous voulions prendre contact avec la Ligue communiste révolutionnaire en France, nous demanderions l'avis du Parti communiste français »*.

Mais plus que les distances avec Moscou, affirmées de longue date par Santiago Carillo ou Enrico Berlinguer, c'est l'évolution récente de la polémique ouverte par le Parti communiste français après son 22ème congrès, l'étalage soudain sur la place publique des désaccords, qui ont causé un choc dans le PCP. Le PCF avait été, au temps du gonçalvisme, le seul Parti communiste d'Europe occidentale à soutenir sans faille la politique du PCP. Là encore, le PCP sent son isolement croître. Le parti dans son ensemble n'a pas engagé le débat sur ces problèmes. *« Il y a des questions plus urgentes »*. Par delà ces incohérences, il semble que l'heure des révisions déchirantes se soit rapprochée pour le Parti communiste portugais.

Michel Rovère



No queremos a los enemigos de España los G.C.R. estaremos en Pamplona el domingo de Pascua.
¡ Cuidado ! Conocemos tus actividades.
Esto es un aviso . solo para tí.
G. C. R.

« Nous n'aimons pas les ennemis de l'Espagne. Guerilleros du Christ Roi, nous serons à Pampelune le dimanche de Pâques. Attention ! Nous connaissons tes activités. A garder pour toi. »

G.C.R.

Cette lettre a été reçue à la veille de l'Aberri Eguna par un militant des commissions ouvrières de Pampelune. Elle était postée de Madrid. Ce genre de menaces se multiplie en Espagne. Jusqu'à présent, elles visaient avant tout les familles de réfugiés ou de prisonniers. Maintenant, ce sont tous les militabts connus du mouvement ouvrier qui sont visés. Plus que jamais, la constitution de comités de cigilance et d'autodéfense, sur les quartiers et dans les entreprises, s'impose, pour protéger les activités de tous ceux qui ont osé relever la tête face à la dictature.

AUX LECTEURS

Il y a encore plus de fautes que d'habitude dans ce journal. Cela vient de l'écran-correcteur qui s'est tout-à-coup amusé à ajouter des fautes au lieu de corriger. Il n'a pu être réparé à temps.

POUR QUE ROUGE VIVE

souscription

ANCIEN TOTAL	82 965,30
Un militant syndical 14e	1 000,00
Enseignant Mâcon	50,00
J.C. Sartrouville	300,00
Diffuseurs St-Etienne	250,00
Diffuseurs Dassault	250,00
Chômeur Carcassonne	10,00
C et D.B. Chelles	150,00
GTR Sécurité sociale Lille	100,00
CET ROUBAIX	200,00
CHR Lille	150,00
Gérard symp. étudiant Rouen	90,00
MCP Mulhouse	300,00
NOUVEAU TOTAL	85 815,30

BULLETIN D'ABONNEMENT

A découper et à renvoyer au journal « Rouge » 2, rue R. Lenoir, 93 100 MONTREUIL (Service Abonnements)

NOM..... PRENOM.....

ADRESSE : RUE..... N°....

VILLE..... CODE POSTAL.....

TARIF (encadrer la mention utile)

	NORMAL	COLLECTIVITES	ETRANGER
1 AN	300 F	200 F	500 F
6 MOIS	150 F	100 F	250 F
3 MOIS	80 F		130 F

Chèques à l'adresse de D. Bensaid, SANS AUCUNE AUTRE MENTION. (Pour les plis fermés, écrire au journal).